

RÉPRESSION AU BRÉSIL OU LA RÉACTION A RENVERSÉ GOULART

G OULART, le président brésilien a perdu la première manche du match qui l'opposait, depuis le 31 mars, aux tenants de la réaction. Lâché par les généraux dans la soirée du 1^{er} avril, le président brésilien s'est réfugié à Porto Alegre, dans le pays gaúcho... Le 2 avril, à l'aube, le Congrès fédéral a, en huit minutes, déposé le président Goulart et a donné l'investiture par intérim au président de la Chambre, M. Mazzili, qui a été proclamé président provisoire de la République, en attendant l'élection d'un nouveau président.

Les nouveaux dirigeants du Brésil s'efforcent maintenant de former un gouvernement. Jusqu'ici, celui-ci comprend quatre ministres. Les premiers portefeuilles pourvus ont été ceux de l'Armée. Ils reviennent à trois militaires: le général Costa E. Silva (Guerre); l'amiral Radgmar (Marine); le général Correia de Melo (Aviation). Le sénateur Milton Campos a été nommé ministre de la Justice et de l'Intérieur. Juriste libéral, M. Campos fut, aux dernières élections, le rival malheureux de Goulart à la vice-présidence du Brésil.

Depuis jeudi, une véritable chasse aux syndicalistes et aux amis du président Goulart s'est organisée dans tout le Brésil. Le gouverneur travailliste de l'Etat de Pernambuco était déposé par l'Assemblée législative de l'Etat et arrêté. A Rio de Janeiro, plusieurs députés travaillistes et un amiral, ancien commandant de l'infanterie de marine, ont été incarcérés. Le général Telles, commandant de la 3^e armée, l'un des derniers fidèles du président Goulart, a été également arrêté ainsi qu'un membre de la direction du commando général des travailleurs brésiliens. Le gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro a été, lui aussi, destitué.

Ceux qui ont obtenu, grâce à l'armée, le départ de Goulart, pouvaient aujourd'hui, il n'est que de lire ces bulletins de victoire des gouvernements comme de Barros ou Lacerda — « le tombeau des présidents » — pour s'en convaincre. Il ne manque de brandir le télégramme que vient d'adresser aux nouveaux dirigeants du Brésil le président des Etats-Unis, Lyndon Johnson.

On remarquera d'ailleurs, à ce propos, qu'il n'est pas fréquent que le président des Etats-Unis adresse avec une telle rapidité ses félicitations à un gouvernement né d'un coup de force.

RIVALITES CHEZ LES « VAINQUEURS » DU 1^{er} AVRIL

Si l'affaire Goulart est considérée « comme classée » dans les milieux parlementaires brésiliens, il n'en reste pas moins qu'il va falloir, maintenant, lui trouver un successeur pour les deux ans qui restent d'ici à la fin du mandat présidentiel légal. Les « vainqueurs » du 1^{er} avril vont sans aucun doute se livrer à une bataille acharnée. On pense généralement que les meilleures chances pourraient aller au gouverneur de l'Etat de Minas Gerais, M. Magalhães Pinto, qui fut le premier à lever l'étendard de la révolte contre le président Goulart. Il n'est pas exclu, d'autre part, que le gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, ennemi irréductible de Goulart, M. de Barros, fasse également acte de candidature.

Vendredi, le journal « Correio da Manhã » — porte-parole du gouverneur Pinto — attaquait avec véhémence les gouverneurs Lacerda et de Barros. Cela est d'autant plus significatif que ces deux gouverneurs avaient été les premiers à rallier la rébellion lancée par M. Pinto. Celui-ci fait notamment grief à M. Lacerda des arrestations opérées par la police de Guanabara dans les milieux politiques et syndicaux liés à l'ancien régime.

Quant à Lacerda, il proposerait pour la présidence un militaire qui serait le général de Castello Branco, ancien chef de l'état-major général, destitué par Goulart à la veille de sa déposition.

Cependant, un député leader de la majorité gouvernementale déclarait, jeudi, qu'il n'y avait « aucune raison » pour rompre l'Alliance du parti social-démocratique et du parti travailliste de M. Goulart qui gouverne le Brésil depuis l'époque de Getulio Vargas. Il faut noter, d'ailleurs, que l'alliance a prouvé, jeudi, son efficacité en adoptant le projet d'amnistie au bénéfice de sergents qui s'étaient mutinés à Brasilia le 12 septembre dernier contre certains chefs militaires conservateurs.

Le candidat de l'Alliance pourrait être soit le député Capanema, membre du parti social-démocratique, soit le maréchal Teixeira Lott, ancien ministre de la Guerre.

En tout cas, le bouillant gouverneur de l'Etat de Sao Paulo vient de mettre son veto à une éventuelle candidature de l'ancien président Kubitschek. Il a en effet déclaré à un journal brésilien: « Nous avons réussi à battre les deux « J » Janio Quadros et Joao Goulart, il nous faut maintenant abattre le troisième « J »: Juscelino Kubitschek qui a été le conseiller de Goulart et qui a toujours soufflé sur le feu ».

Quoi qu'il en soit, pour avoir voulu, après bien des atermoiements il est vrai, corriger un déséquilibre qui fait qu'au Brésil une misère sans nom voisine avec une richesse exorbitante, Goulart a vu se lever contre lui les privilégiés aidés par les principaux chefs de l'armée. Les « vainqueurs » du 1^{er} avril prétendent avoir barré la route au communisme. S'ils devaient exploiter leur victoire dans le sens de leurs seuls intérêts et sans tenir compte de la misère dans laquelle vivent des millions de Brésiliens, ils lanceraient alors le Brésil dans une aventure qui risquerait de conduire ce pays au communisme.

Henri DUSART.

Cuatrocientos sacerdotes catalanes dirigen a sus obispos una carta colectiva condenando la vinculación de la Iglesia con el régimen franquista

El corresponsal de « Le Monde » en Madrid, José Antonio Novais, envía a su periódico la información que traducimos:

« Madrid, 31 de marzo. — Más de cuatrocientos sacerdotes pertenecientes a las ocho diócesis de Cataluña han enviado a sus obispos una carta colectiva en la que se quejan de las contradicciones existentes, según ellos, entre el régimen, la actitud de la jerarquía y la doctrina de la Iglesia; contradicciones que obstaculizan su misión pastoral.

Los firmantes de esta carta, redactada en catalán, después de haber afirmado que ellos no pretenden hacer política, exponen los problemas pastorales que se derivan de la tensión existente entre una Iglesia tan conservadora como es la Iglesia española y una realidad en plena evolución; señalan que esos problemas son todavía más complicados « por el hecho de que el Gobierno se enorgullece de su título de católico » y por la declaración de catolicismo hecha por los hombres que gobiernan el país, lo que conduce a una serie de equívocos que son otros tantos obstáculos a nuestra misión.

Uno de los principales problemas viene, según ellos, de que la masa no se pliega a ciertos actos religiosos nada más que « bajo presión moral y legislativa » — especialmente en el caso del sacramento del matrimonio y que los militantes católicos que sienten una vocación política y no están de acuerdo con el régimen se ven condenados a entrar en la clandestinidad, con los peligros físicos, morales y religiosos que ello implica. La carta hace observar que « el carácter de cruzada religiosa que continúa dándose a nuestra guerra civil crea serias dificultades para nuestra misión pastoral en grupos o personas que no piensan como los vencedores ».

Los sacerdotes señalan que el Gobierno engendra una situación « donde los derechos fundamentales enunciados por la doctrina de la Iglesia no son ni defendidos ni respetados, como es el caso de los derechos a una información objetiva, de la libre expresión de sus propias ideas y de los derechos de las minorías étnicas, o incluso los derechos de reunión y de asociación ». En el caso particular de Cataluña se quejan de que « la ausencia de derechos lingüísticos estorbe su obra ». Citan como ejemplo el caso de que los Evangelios no pueden ser enseñados en catalán en las escuelas.

Los sacerdotes catalanes creen que el principio de independencia de la Iglesia frente al Estado se debilita por los métodos del régimen que consisten en recurrir a la Iglesia para justificar sus acciones, « mientras que la jerarquía no toma posición de una manera evidente ni contra las injusticias públicas ni contra la falta de garantías para toda una serie de derechos fundamentales de la persona humana ». Se quejan también de la intervención directa de la autoridad civil en el nombramiento de obispos.

Los firmantes manifiestan en fin su deseo de ver a la Iglesia

española « liberada de toda presión y de todo compromiso político », para llegar a una actitud misionera, renovadora, adaptándose a las circunstancias y al impulso dado por el Concilio. »

Esta carta, que ha sido enviada a principios del mes de marzo y que no ha obtenido respuesta todavía, está dentro del espíritu de las declaraciones que el Abad de Montserrat hizo a « Le Monde » en noviembre y de la carta que

varios centenares de curas vascos han enviado al concilio. »

—o—
Recordarán nuestros lectores que en LE SOCIALISTE del 20 de febrero dábamos cuenta de otra carta que también más de cuatrocientos sacerdotes españoles habían dirigido al Abad de Montserrat aprobando su actitud y expresándole su simpatía por las declaraciones hechas a « Le Monde ».

Los veinticinco años

En mala ocasión se cumplen

« Y yo os pregunto: ¿Es que existe la paz? Yo niego la existencia de la paz. »

Así, el 3 de diciembre de 1942, en un discurso pronunciado en la Academia Militar de Zaragoza, que anda oficialmente impreso, se expresaba el Caudillo insistiendo en presentar el ejercicio de la guerra y su preparación, como el más humano de los afanes y como el ambiente en que se forman las más altas virtudes.

Pero el Caudillo, que niega la existencia de la paz, quiere que los españoles celebren como paz — « la paz del Caudillo » — el estado de cosas que existe en España desde su victoria de veinticinco años sobre el pueblo español, proclamada en aquel parte de guerra de 1 de abril de 1939 que en justicia debieran haber firmado con él los jefes de los Estados Mayores de Hitler y de Mussolini.

También cuando el antiguo Imperio romano proclamaba la existencia de una paz que perduraba bajo la coacción de las armas, se dijo de él aquella frase que ha quedado famosa: « Donde hacen la soledad, dicen que hacen la paz. » Soledad ha hecho también el Caudillo en esos pueblos cuyos habitantes han emigrado a otros países en busca del trabajo y del pan; soledad en esos hogares privados del padre de familia por la guerra o por el crimen; silencio impuestos por el terror. A eso le llaman paz: « la paz del Caudillo ».

No es sólo la soledad y el silencio. El régimen del Caudillo llama también paz a haber hecho la corrupción administrativa bajo la protección de las armas. Ese régimen ocupante ha pagado a sus adeptos dándoles patentes de impunidad para enriquecerse ejerciendo el tráfico de influencias políticas. El soborno, el cohecho, el fraude, han superado a los de las épocas más vergonzosas. A impedir con la fuerza y con el terror que se les denuncie o que se escandalice y se grite contra ellos, llaman « orden » y, por consecuencia, « paz ». Es la paz del Caudillo.

Los órganos de éste se afanan por mentir pretendidas mejoras en la situación de España. Así, por ejemplo, el diario « Ya » dice en un editorial que mientras en el año 1935 el número de obreros parados era de 674.161, en la actualidad « rebasa en muy poco los 100.000 ». Lo dicen con ese descaro como si a tal número — dándolo como cierto — no hubiera que agregar los más de un millón de trabajadores españoles que en estos últimos años han tenido que emigrar al extranjero para poder trabajar y comer, y para, además, enviar a sus familias buena parte de sus ganancias, sobre las que el régimen ejerce un tráfico de divisas y favorece sustanciosos negocios particulares. En tiempos de la República no había una tal emigración y, en cambio, hubo muy numerosas repatriaciones de antiguos emigrados.

Muchísimo habría que decir en negación y hasta en burla de la « paz del Caudillo ». Reconozcamos, sin embargo, que, contrariamente a lo que tanto venía anunciándose, el régimen y sus portavoces han llegado muy en pérdida de velocidad y de ánimos a una pálida celebración de los veinticinco años de pretendida paz. Así tenía que ser inmediatamente después de las huelgas de trabajadores, de las manifestaciones de estudiantes, de la actitud de significados profesores y de los vidrios rotos del llamado Congreso Sindical. Además, el Caudillo que tanto y tan enfáticamente decía haber conquistado el respeto del mundo con el adelanto político que lleva sobre él, acaba de verse terriblemente desairado al negarse su pretendida admisión en el Mercado Común, ni siquiera en condición de asociado.

Y para mayor afrenta, después de haber pretendido ser guía de la « Hispanidad », los países todos de la América hispana invitan calurosamente al presidente de la República Francesa, general De Gaulle, a que los visite — como así ha empezado a ocurrir triunfalmente —, mientras que no hay país en América ni en ninguna parte, que solicite ni siquiera acepte la visita del Caudillo de España y Generalísimo de los Ejércitos.

Así llega el Caudillo a los que el abad de Montserrat, velando por el cristianismo frente a los obispos caudillales, ha dicho que no son veinticinco años de paz, sino veinticinco años de victoria. De inicu victoria. En mala ocasión se cumplen.

Con acrimonia y con esperanza

Reflexiones al azar sobre la guerra civil en España

El editor de «New Advance» (1) me ha encomendado una tarea que es casi imposible de realizar. Es muy difícil resumir, en un trabajo periodístico, en qué consistió la guerra civil en España. Hay también otras dos o tres dificultades: nadie que tomase parte en nuestra guerra puede describir de una forma totalmente objetiva todos nuestros temores y todas nuestras esperanzas, ya que la guerra fue, ciertamente, una experiencia muy amarga; y aunque aconteció ha mucho tiempo ya, para muchos de nosotros, aunque nos acercamos a los 50 años y no se puede decir que seguimos siendo gente joven, bastante de nuestra manera de pensar está condicionada por lo que nos ocurrió cuando éramos jóvenes y nos sentíamos libres de preocupaciones. Otro inconveniente es que nos hemos pasado cerca de media vida, la totalidad de nuestra vida adulta, en un país extranjero; Inglaterra, en mi caso particular. Uno se hace a costumbres, actitudes y puntos de vista diferentes; no obstante, el corazón de uno late por España. Mas el hecho cierto es que uno se halla en una situación de atollamiento sentimental.

Siempre me siento perplejo cuando he de discutir con británicos la guerra civil en España. Muchos de vosotros habéis leído buen número de los libros, folletos y opúsculos que han sido escritos sobre el tema por diversas clases de personas. Muchos de vosotros nos dais la impresión de que conocéis mucho mejor que nosotros qué es lo que realmente sucedió en España durante aquellos aciagos años; y lo que nos fascina es notar que vuestra idea sobre aquellos trágicos acontecimientos no encaja muy bien, en un plano amplio, con lo que nosotros vimos, oímos y sentimos en España durante de la guerra.

Más basura literaria se ha escrito durante los años últimos sobre la República Española, y sobre sus hombres, que se haya escrito acerca de otro país cualquiera. Es inútil tratar de poner las cosas en su lugar explicando a la gente que uno estuvo allí durante todo ese tiempo; uno es descartado, de inmediato, como viejo y amargado maniático; como un refugiado aislado, desconectado de los asuntos de su país. Aparentemente, no hay nada que decir en contra de quienes dejen su país para buscar fortuna y un nivel más alto de vida en el extranjero; uno es aceptado, entonces, tal y como es, y, poco a poco, uno es admitido en el seno de la comunidad social. Mas si uno ha abandonado su tierra nativa para no perder el pellejo en ella, en este caso la cosa tiene otro aspecto totalmente. De todas formas, cuando uno es la circunstancia que se da, uno no tiene derecho a poseer opinión propia, a no ser que uno sea, digamos, comunista, trotskista o algo semejante. Entonces, y tal y como sucede, uno es un «republicano» valiente, heroico e intrépido, pero si uno está afiliado al P.S.O.E. y a la U.G.T. de España, en tal caso uno no puede ser considerado como tal «republicano»; y ello pese a que nuestro Partido y nuestras organizaciones sindicales fueron el Estado Mayor de la República Española y en rigor y frecuentemente el único. Este es también otro tema fascinante, puesto que, de todos los partidos socialistas que por aquel tiempo integraban la Internacional Socialista, sólo uno de ellos tomó armas contra el fascismo, luchando con él y deteniéndolo, en octubre de 1934: el P. S. O. E.

No resto importancia a los esfuerzos realizados por los socialistas austriacos, pero el alzamiento armado de los socialistas españoles fue en una escala más amplia. No obstante, vosotros ob-

servaréis que, de vez en cuando, en ciertos semanarios izquierdistas, que son publicados en este país y en otros, aparecen sueltos en los que se denigra a los socialistas españoles. La causa de esto radica, creo yo, en que casi toda la «historia» escrita sobre la guerra civil de España, y de lo que aconteció allí, no tiene parentesco con la verdadera His-

Por Roderick Seville

toria. Bastante de lo que así se ha escrito está basado en la propaganda descarada que ha sido lanzada a los cuatro vientos por los aparatos propagandísticos fascista y comunista. De todos es conocido que esos aparatos totalitarios de propaganda no respetan la verdad objetiva. Por ejemplo: muchas de las atrocidades cometidas en España durante el curso de la guerra y con anterioridad a ella, no fueron perpetradas por el P.S.O.E. o alentadas por él; ello no es óbice para que Franco asegure a todo el mundo que nosotros, y sólo nosotros, las cometimos.

Recientemente se celebró en Madrid la vista pública de la causa instruida a 33 socialistas españoles. El fiscal sostuvo que esos afiliados nuestros, muchos de los cuales eran muy jóvenes cuando comenzó la guerra para haber tomado parte en ella, no han «cambiado», según Franco, de tener fe en su creencia básica en el socialismo «violento», y por consiguiente, ellos son, como si dijéramos, una continuación del antiguo y proscrito P.S.O.E. Lo mismo ocurre con la propaganda comunista: si vosotros habéis leído lo que en un reciente número de la revista mensual «World Marxist Review» se decía sobre el último Congreso de la Internacional Socialista, que ha poco se celebró en Amsterdam, estoy seguro que vosotros habréis notado que si cierto es que se menciona en esa revista una resolución que el Congreso tomó sobre España, amén de otros comentarios sobre temas españoles, la mentada revista no decía nada acerca del hecho de que nuestro Partido, miembro efectivo de la Internacional Socialista, estuvo representado por nuestro Secretario General. Según los comunistas, no existimos.

Y esa no es toda la historia, ni mucho menos. Nosotros tenemos Grupos o Secciones en muchos países del mundo. Teníamos uno de esos grupos, o Agrupaciones Socialistas, que es como los llamamos en castellano, en Cuba. Una de las primeras «medidas revolucionaras» tomadas por Fidel Castro fue la de hacer una redada de nuestros compañeros refugiados en Cuba.

De ahí que hasta cierto punto sea inapropiado llamar guerra civil a la de España, porque fue, en muchas de sus causas y efectos, de carácter internacional, en el sentido de que los comunistas, de una parte, y, de otra, los fascistas, hicieron cuanto les fue posible para acabar con la libertad y para destruir muchos de los partidos políticos democráticos y sindicatos obreros de España. Naturalmente, muchas personas «con autoridad en la materia y bien informadas sobre los asuntos españoles» arguyen que los españoles somos gente incorregible; queriendo decir con esto que nuestro deporte favorito consiste en matarnos los unos a los otros en cuanto se presenta la menor oportunidad y aun si no se presenta. Sea lo que sea, lo cierto es que a nosotros, a los afiliados al P.S.O.E., U.G.T. de España y F. N. de J. J. S. S. de España, no se nos puede acusar de haber atentado jamás contra la unidad de la clase obrera. Diré más: cuando, durante los primeros meses de 1937, un partido anti-sta-

linista, el P.O.U.M., que contaba con afiliados en Cataluña primordialmente y que en todo caso era un partido político minoritario, fue perseguido por los comunistas españoles y extranjeros, nosotros salimos a la defensa del P.O.U.M., basándonos en que el mero hecho de ser anti-stalinista, incluso anticomunista, no constituía delito en la España republicana. De siempre, los socialistas españoles hemos luchado para mantener vivas la democracia y la libertad en nuestro país. Quizá es por esto por lo que mucha gente en España mira hacia el P. S. O. E. buscando orientación y alientos; quizá a esto se deba que muchas personas, en particular las jóvenes, se acercan a nosotros con el propósito de ingresar en nuestras filas o para unirse en la lucha contra Franco.

Según mi manera de pensar, uno de los acontecimientos más importantes hasta la fecha es que, no ha mucho tiempo, hicimos cuanto nos fue posible para fundar una amplia organización, a saber: la Unión de Fuerzas Democráticas de España. Esta unión automáticamente excluye de su seno al partido comunista y a la Falange. Agrupados en esta unión están nuestro Partido y la U. G. T., los Nacionalistas Vascos, los Republicanos, el partido de Izquierda Democrática Cristiana y otros grupos; también tenemos una agrupación de sindicatos obreros, o Alianza Sindical. La C.N.T., la U.G.T. y S. de T.V. integran esta alianza.

Pese a que muchas personas sufren persecución en España por el mero hecho de tener creencias socialistas, nosotros tenemos en el interior (de España) un movimiento juvenil socialista muy vigoroso. Esos camaradas nuestros están necesitados de vuestra ayuda. Desconozco si algunos de vosotros vais a pasar vuestras vacaciones veraniegas en España. Si veraneáis en España, ayudáis a Franco. La economía española, si careciese del comercio turístico, se declararía en quiebra. No obstante, y en el supuesto de que algunos de vosotros veraneéis en España, os sugiero una forma de ayuda a la causa del pueblo español si lleváis consigo material de propaganda que vosotros podríais dejar en la habitación del hotel donde os hospedáis o en lugares parecidos. Este material de propaganda, impreso en castellano, está a vuestra disposición en la sede de vuestro Comité Nacional, en Transport House. Al decir esto, no os invito a que vayáis a España, claro está; solamente os pido que si, contra viento y marea, vais a allá, vosotros podríais actuar como correo para llevar a España octavillas y otra clase de literatura socialista.

Podríais hacer mucho más que todo eso. Muchas personas, tanto en este país cuanto que en otros, están utilizando la tragedia del pueblo español para fomentar sus execrables fines propios. Vosotros podéis colaborar en la tarea de extirpación de esas inmoralidades si instáis a vuestros amigos y amigas jóvenes a que toda la ayuda al pueblo español, monetaria o de otro tipo, sea canalizada a través de Comité de Defensa de los Demócratas Españoles, que patrocinan el Partido Laborista y el Congreso de la Unión de Sindicatos (T.U.C.) Otras organizaciones, acerca de las que vosotros oigáis algo, no trabajan en nombre de la U. de F. D. o de la Alianza Sindical o con el consentimiento de éstas, no importa los nombres fantásticos y un tanto traídos por los cabellos que esas organizaciones usan cada vez que hacen un llamamiento público para ayudar al pueblo español.

No hace falta decirlos que la mejor clase de ayuda que vosotros podéis dar al pueblo español podría consistir, aunque esto os

parezca extraño, en algo que debe tener un lugar predominante en vuestras mentes; y esto es que, aunque de vez en cuando os sintáis en desacuerdo con la política y los planes de acción y de trabajo del Partido Laborista, vosotros habéis tener en cuenta que toda la gente joven debe poseer un corazón generoso, tan generoso que, sin cesar de ser radical políticamente, todos vosotros debéis dar vuestro apoyo incondicional a la organización adulta. Todos los partidos socialistas y laboristas tienen muchos enemigos, tanto en las derechas como en la mal llamada «izquierda»; y lo que por lo regular esos enemigos acostumbran a hacer es intentar usar a los jóvenes socialistas, con el propósito de crear dificultades al partido. ¡Atención a esto! Yo, que fui joven socialista en España, vi allá cómo esos enemigos nuestros intentaron desacreditar a nuestros dirigentes y romper la unidad de nuestro partido y la de nuestra organización sindical. ¡Cómo puedo recordar aún aquellos dramáticos años!; y aunque la comparación que hago no es rigurosamente exacta, me entristece ver que en este país muchas personas están muy interesadas en causar daño a este magnífico movimiento laborista nuestro.

Pero aparte este aspecto «doméstico» de la cuestión, todavía hay en ella otro aspecto que definiré como el «aspecto español». Con esto quiero decir que, al igual que en 1945 muchos demócratas españoles dirigieron su mirada hacia el Partido Laborista, ahora que la convocatoria a elecciones generales en Gran Bretaña no puede estar muy lejana, la mayoría del pueblo español mira nuevamente hacia el Partido Laborista. Con muchos partidos socialistas gobernando en Europa; con una buena posibilidad de que pronto tengamos Gobiernos socialistas en la República Federal Alemana y en el Reino Unido, y de que nuestro compañero Defferre sea el futuro Presidente de la República Francesa; y con muchos partidos socialistas participando de las responsabilidades del Poder con otras fuerzas democráticas en otros países de Eu-

ropa, las posibilidades de que la Unión de Fuerzas Democráticas de España sea la única alternativa posible a Franco pueden ser inmensamente acrecentadas.

Por consiguiente, yo os diré: al ayudar al Partido Laborista a que gane las próximas elecciones generales, vosotros nos ayudaréis; vosotros ayudaréis al pueblo español a recobrar su libertad, con lo cual quedará cerrada la trayectoria circular del desenvolvimiento histórico de la guerra civil de España, de suerte que, por primera vez, nuestra guerra pertenecerá totalmente a lo que nosotros conocemos como Historia y los historiadores, buenos, malos o indiferentes, podrán entonces redactar una versión verídica sobre nuestra guerra civil.

Londres, marzo 1964.

(1) Se trata del portavoz de las J. J. S. S. británicas, que mensualmente publica su Comité Nacional. Este, según lo acordado en la Conferencia Internacional Juvenil de Götterburgo (véase «Renovación», N. 26, diciembre 63-enero 64) ha lanzado un llamamiento de ayuda a la juventud española. Con este motivo, el camarada R.H. Underhill, agente adjunto del Partido Laborista y delegado del Ejecutivo en las J. J. S. S. británicas, me ha pedido que le enviase un artículo sobre la guerra civil en España. Este artículo saldrá en el número correspondiente al mes de marzo, el cual puesto a la venta unos días antes de la apertura de la próxima Conferencia anual de las J. J. S. S. británicas, en Brighton, a la que asistirá una delegación fraternal de nuestra F. N. de J. J. S. S. El lector ha de tener en cuenta dos cosas: mi artículo ha sido redactado para consumo de los británicos. Que nadie se extrañe del aspecto altamente pueril de cuanto digo, más acentuado en este artículo que en el resto de cuantos de mi pluma —pluma embotada— han aparecido en nuestro semanario; la otra cosa consiste en que este trabajo ha sido «pensado» y «escrito» en inglés. Lo que el lector lee ahora es una traducción al castellano... de Londres.

Letras de luto

El 18 de marzo, el infortunado amigo y compañero Luis Navarro, que desde hacía algún tiempo venía padeciendo una insuficiencia de corazón, de la que se encontraba bastante mejorado, repentinamente dejó de existir en Toulouse.

Luis Navarro tenía 51 años y desde muy joven se afilió a la Juventud Socialista de Almería, en la que participó con la abnegación que la clandestinidad exigía en el año 1934, pasando más tarde al Partido y a la Unión General, organizaciones éstas en las que militó activamente hasta el último día de su existencia. Terminada la guerra civil pasó a Argelia y después se unió a sus familiares refugiados en Francia.

En el exilio ha sufrido nuestro compañero Navarro muy duros golpes. Perdió a su padre en Montpellier, en 1946, y cinco años más tarde a su hermano menor, de 28 años de edad en Bourg-Saint-Maurice (Savoie). Más recientemente, en 1962, a su madre en Blagnac, cerca de Toulouse. Esta siera de seres tan queridos por tierras extrañas, motivada en parte por los dolores del destierro, minó terriblemente la naturaleza tan firme que yo le conocí en otros tiempos.

Su entierro, civil, constituyó una íntima y emotiva manifestación de duelo, a la que no faltó la representación del Partido y de la Unión General, y a la que también se unieron numerosos amigos franceses, testimonio de la simpatía que sentía por nuestro compañero. Entre las muchas coronas se destacaba una de nuestras organizaciones.

Descansa en paz, querido Luis, que bien merecido lo tienes después de tantos padecimientos. A sus hermanos, todos de la gran familia socialista, y a sus demás familiares nuestro más sentido pésame.

Manuel QUERO.

Enfermo desde hacía largo tiempo, aunque sin por ello dejar un solo día su trabajo para ganarse el sustento y vivir honradamente, habiendo recaído gravemente, ha muerto en Burdeos nuestro querido compañero y amigo José Tallada del Castillo, que perteneció en Madrid a nuestras organizaciones del Partido y de la Unión, como también en el exilio.

El compañero Tallada era uno de esos hombres, afiliados modestos, pleno de honestidad, sinceridad y claro juicio para defender nuestras ideas. Al servicio de éstas puso a contribución sus mejores energías. Gozaba de múltiples simpatías entre la colonia de refugiados de Burdeos, y entre nuestros afiliados su muerte ha causado enorme consternación. El compañero Tallada tenía 67 años de edad.

Al entierro civil, como correspondía a sus convicciones, asistió mucha concurrencia, siendo una demostración de afecto y honda simpatía hacia nuestro compañero, que deja entre nosotros un vacío difícil de cubrir; un veterano más que nos deja definitivamente después de haber predicado durante toda su vida con el ejemplo. Las Secciones de Burdeos han perdido un gran compañero del que podían enorgullecerse.

Que descanse en paz tan querido compañero. A su esposa, hijos y demás familia les significamos el hondo pesar que nos aqueja por tan irreparable pérdida. El amigo Tallada era de los que nosotros jamás podremos ni debemos borrar de nuestra memoria.

IMPRIMERIE SPECIALE

28 - 30, Rue Sainte

MARSEILLE 1^e

¿Qué paz?

"Veinticinco años de paz española". Este es el lema que se les ha ocurrido a los franquistas para conmemorar los veinticinco años de aquel 1 de abril de 1939, en que firmado por el Generalísimo Franco, publicaron el último parte de guerra. Hasta ahora, lo que se venía celebrando cada 1 de abril era la Victoria, que no es lo mismo que la paz.

Muchos españoles que habían estado en uno u otro bando de la fratricida contienda creyeron, en efecto, que aquello era la paz. Pronto se desengañaron. Lo de la paz fue una gran mentira. Lo que ocurrió a partir de ese 1 de abril de 1939 es que ya no morían los hombres en los frentes o en las retaguardias de las dos zonas, ni la aviación italoalemana continuaba destruyendo Alicante, Barcelona o Valencia... Desde entonces caían, vencidos y desarmados, los de un solo bando, pues el de los vencedores exacerbó su furia, y lo que pudo ser la paz, fue la venganza exterminadora, el expolio sin consideraciones ni frenos. ¿Qué a punto les vino la guerra mundial para que fuera de nuestras fronteras no se supiera de la gran matanza!

Porque lo que llegó con aquella paz fue eso: una gran matanza. A trescientos mil españoles se les arrebató la vida después de aquel famoso último parte que proclamó el fin de la guerra. Otros muchos murieron de sufrimientos y de hambre en los campos de concentración y en las prisiones de la paz. Y con ese espíritu "pacificador" se persiguió hasta en el extranjero a los vencidos huidos, raptando a muchos de ellos para fusilarlos en España en olor de paz, y dejando morir entre las mayores penalidades a millares de españoles en los campos de concentración nazis, sin que moviera al Caudillo de la paz el más mínimo gesto de piedad que le hiciera intervenir cerca de su amigo Hitler. No, no fue la paz lo que comenzó entonces.

Se mantuvo el estado de guerra, que jamás ha dejado de estar en vigor en estos veinticinco años, y las leyes represivas que han regido siempre fueron las que se inspiraron durante la contienda. Por ello, hasta hace muy poco, tribunales militares con procedimientos sumarísimos han venido condenando a los vencidos sin que éstos tuvieran posibilidades prácticas de defensa. Los altos jefes militares de la guerra, durante esa paz, no sólo siguen detentando el poder del Estado, sino también el económico y financiero, incrustados como están en los Consejos de administración de la banca y de las grandes empresas. Han impuesto la paz de un ejército de ocupación.

Así, se mantuvo para "hacer la paz" el mismo espíritu belicista que había servido para hacer la guerra y por las mismas personas. Expresiva significación ha tenido el acto que se ha celebrado el 1 de abril de este año en la basilica de la Santa Cruz de los Caídos para conmemorar los llamados veinticinco años de paz. El solemne tedum ha sido oficiado por el cardenal Pla y Dénia, que siendo obispo de Salamanca durante la guerra civil cedió su palacio episcopal al Estado mayor de Franco. ¡Elocuente continuidad!

Y más por haber tenido su manifestación en un lugar para cuya construcción se obligó a trabajar a varios centenares de presos políticos, ya dentro de esos veinticinco años de paz. En régimen de trabajo forzado parti-

ciparon en esa gigantesca obra de Cuelgamuros, cuyo destino original era el de servir de sepultura a los caídos del bando de los vencedores. La Iglesia española ha de hacer mucho para que la gran cruz que remata el descomunado cenotafio que el Caudillo de la Cruzada se ha construido para perpetuar su nombre, no aparezca más bien como una enorme espada clavada en el corazón de España.

Justa, cristiana, es la apreciación del abad de Montserrat: «Detrás de nosotros no tenemos veinticinco años de paz, sino solamente veinticinco años de victoria. Los vencedores, comprendida la Iglesia, que fue obligada a luchar al lado de ellos, no han hecho nada para terminar con esa división en vencedores y vencidos. Eso representa uno de los fracasos más lamentables de un régimen que dice ser cristiano, pero cuyo Estado no obedece a los principios básicos del cristianismo.»

Durante esos veinticinco años el mundo entero ha realizado un avance extraordinario en el camino del progreso y del bienestar. Europa nunca conoció época de mayor prosperidad económica, y hasta pueblos de lo más recóndito de África, algunas de cuyas tribus venían practicando el canibalismo, se han liberado del colonialismo, alcanzando la independencia y notorio adelanto en la civilización. A España, en cambio, ese progreso ineluctable no ha llegado en el grado que le correspondía por su situación y viejísima cultura, por lo que en menos de diez años han tenido que salir del país más de un millón de españoles para ganarse su pan en otras naciones, que según los agoreros franquistas estaban llamadas a la decadencia, faltas de un Caudillo providencial como el de España.

Veinticinco años de paz impuesta por el terror y el hambre a la clase trabajadora, privada de medios de defensa, mientras los capitalistas y la nueva clase de privilegiados salidos de la Cruzada, se distribuían a España como botín de guerra, acrecentando unos y apandándose otros fortunas inmensas con la mayor impunidad y dentro de la más oprobiosa corruptela. Esa paz ha mantenido a los obreros oprimidos, sin los derechos más elementales reconocidos ya en casi todos los países de la tierra, pero sin poder contener su protesta con la prisión y la tortura, llegando a cometer con sus mujeres la vil afrenta de cortarles el pelo a rape, sin duda en holocausto a esa paz del Caudillo.

En realidad, lo de los "veinticinco años de paz" no es más que un "slogan" que ha seguido a aquel otro de "por el Imperio hacia Dios". A la altanería de éste le sucede la hipocresía del otro, dándose el caso de que los predestinados para rehacer el im-

perio han tenido que saltar de Marruecos a la península, trayéndose consigo hasta las piedras del monumento que en aquellas tierras celebraba su Alzamiento. Y han cedido a los Estados Unidos importantes parcelas de territorio español y aceptado, sin más contrapartida que el dinero, el arriendo de la base de Rota para los submarinos atómicos con proyectiles "Polaris", cuando nada amenazaba particularmente a España. ¡Gloriosos veinticinco años de paz!

Esos veinticinco años de paz han sido aprovechados de tal manera en el terreno de la cultura que el analfabetismo es proporcionalmente superior al de los años de la República y, como declaró no ha mucho el subsecretario de Educación Nacional, en Madrid hay actualmente menos Institutos de Segunda Enseñanza que en 1936. Y durante esos años de paz han muerto en tierras extranjeras, fuera de su alcance, glorias de España tan ajenas a la política como Antonio Machado, Manuel de Falla y Juan Ramón Jiménez.

No, el franquismo no ha instaurado la paz. La paz no puede convivir con el terror, la injusticia y la mentira. El silencio de la protesta amordazada no es la paz, va engendrando la rebeldía hasta que se convierte en fuerza incontenible; pero tampoco es la paz lo que se encierra en los sepulcros: es la muerte. La paz, no es eso; la paz es vida llevada con generosidad, con tolerancia y con amor libremente consentidos. Y esta paz auténtica es la que sienten ya multitudes de españoles por encima de los veinticinco años de victoria y de dominio del franquismo. Es la paz que alcanzará toda su plenitud precisamente ahora, cuando el franquismo se hunde. Es la paz que nosotros preconizamos, para superar, al fin, la guerra civil.

A.

EN MARSELLA

Organizado por la Federación departamental Force Ouvrière de Bouches du Rhône, y con la colaboración de la Unión General de Trabajadores de España, se celebrará el domingo 12 del corriente, en la antigua Bolsa del Trabajo (rue de l'Académie), un importante acto público para conmemorar el XXXVIII aniversario de la muerte de Pablo Iglesias y el XXXIII de la proclamación de la Segunda República Española.

Harán uso de la palabra
ROGER LERDA,
Secretario Federal y miembro del Bureau Confederado de F. O.
y
RODOLFO LLOPIS,
Presidente de la Unión General de Trabajadores de España.
El acto dará comienzo a las diez de la mañana.

Más de cuarenta mil personas se han manifestado para desfilar por Guernica

El domingo 29 de marzo se ha celebrado la fiesta de los vascos "Aberri-Eguna" ("Día de la patria"). La población había sido invitada clandestinamente por las organizaciones antifranquistas vascas para concentrarse en silencio en Guernica. La policía tuvo conocimiento de los preparativos de esa manifestación y tomó sus medidas. Fuertes destacamentos de la Guardia civil y de la Policía armada se situaron en varios puntos de las carreteras para impedir el acceso al lugar de reunión. Gran cantidad de autocares, coches, motos y toda clase de vehículos fueron interceptados por la fuerza pública, pidiéndose la documentación a sus ocupantes.

No obstante, se movilizaron más de cuarenta mil personas, muchas de las cuales pudieron conseguir su propósito: acudir al recinto de la Casa de Juntas y desfilar ante el Arbol de la Libertad. Esto se realizó bajo malas condiciones atmosféricas, pues todo el día estuvo cayendo una pertinaz lluvia que hizo que los caminos utilizados por los asistentes para evitar a la fuerza pública, estuvieran en pésimas condiciones.

Esta grandiosa manifestación ha tenido una auténtica significación política, habiendo impresionado el espíritu digno y cívico que supieron mantener en todo momento sus participantes.

A propósito de unos despropósitos

Juan de Alcalá —que sin duda se pone ese nombre para diferenciarse de Miguel de Cervantes— ha publicado en «Arriba» un comentario crítico sobre la obra de Federico García Lorca. «La Casa de Bernarda Alba» cuyo estreno acaba de realizarse en el teatro Goya de Madrid, dirigido por José Antonio Bardem.

En dicho comentario, y para restar méritos a la obra del poeta por ellos fusilado, dice este Zoilo venido de «Arriba» al palenque de las letras españolas: «El documental fotográfico —copias literalmente— de los pueblos españoles que en varios dramas escribiera Federico García Lorca por los años treinta, puede ser que reflejara entonces veraz y exactamente una situación de trisbeza y miseria social española». Y añade después: «Uno carece de experiencia directa sobre el tema y la verdad es que tampoco interesa lo suficiente como para documentarse en él desde un punto de vista histórico».

El crítico teatral del diario falangista no conoce lo que pasaba en España ni, según su propia confesión, le interesa conocerlo. De ahí, de su ignorancia, de su incultura, diríamos nosotros, y de su insolidaridad con los problemas del pueblo, saca Juan de Alcalá la fuerza y la ciencia necesarias para afirmar que como esos problemas ya no existen «porque las mozas actuales de España están imaginando cómo emigrar a Alemania, o abandonan el hogar paterno para trabajar en cualquier cafetería», «La Casa de Bernarda Alba» pertenece a la prehistoria. Es decir, no tiene valor de presente. Y, consecuentemente, carece de valores «por la distancia que separa la Espa-

ña de hoy, 1964, de la España de anteguerras.

Hace mucho tiempo, y comentando con un gran escritor francés ya desaparecido, los valores sociales de la poesía de Lorca, hubimos de expresar algo que en aquella ocasión pudo parecer un sacrilegio. Es a saber, que nosotros no estábamos estrictamente seguros de un contenido netamente social en la poesía lorquina hecha a base de folklore y de lirismo, y que a ese respecto nos parecía más auténticamente social la poesía de Miguel Hernández. No así en cuanto a su teatro, cuyos temas, nos presentaban problemas candentes del ser humano. Estimábamos entonces y seguimos estimando ahora que el teatro de Lorca era muy superior a su poesía, y que no solamente era importante desde el punto de vista dramático y social, (en función de relación de seres que forman parte de la sociedad), sino que pasaría a la posteridad en razón de su vuelo poético, pero sobre todo, por su fuerza dramática y por ser un fiel retrato de una parte de la sociedad de su tiempo.

Claro que nosotros no contábamos entonces con la aparición de un Juan de Alcalá capaz no ya de negar méritos al teatro lorquiano «por pertenecer a la prehistoria», sino de repudiar el de Lope y el de Rojas por su inactualidad.

Es cierto que ahora no podría darse una «Celestina» (habiéndola tantas), al estilo de la de Francisco de Rojas, ni un «Fuenteovejuna». Pero no nos negará el meduloso crítico de «Arriba» que todavía existen en España, feudalismo, tiranía, fanatismo, y hasta procuradores en Cortes. También es cierto que no existe el derecho de pernada, pero también lo es que a las mujeres se les sigue rapando el pelo en signo de afrenta, como en los buenos tiempos de la edad media en que se le colocaba un sambenito a los pecadores y a los delinquentes.

Para Juan de Alcalá, lo único valedero es el régimen de Franco. Lo demás «no le interesa» —según sus propias palabras— lo suficiente como para documentarse desde el punto de vista histórico. Es por eso sin duda, por ser un indocumentado, por lo que repudia el teatro de Lorca y lo reputa de antiguo e irreal. Más si el teatro de Federico García Lorca le parece malo a ese buen alcaíno por su «antigüedad», ¿qué me dice del de Lope, del de Shakespeare, del de Racine, del de Corneille, y sobre todo del de Aristófanes y del de Sófocles?

Evidentemente, ninguno de los autores antes citados puede compararse en actualidad con José María Pemán y con Alfonso Paso, autores preferidos de don Juan de Alcalá, el crítico de «Arriba».

Aunque es posible que si aquellos no hubiesen muerto y Federico no hubiese sido fusilado... ¿Quién sabe!

Sancho PEREZ.

R.

Rasgos del proceso

El momento más patético

La vista causa contra los 33 compañeros nuestros fue pródigo en diálogos llenos de intención política. No faltaron las notas humorísticas, ni las situaciones emocionantes. Hasta el presidente de la Sala se creyó en el caso de mostrar desde el primer momento que sabía distinguir entre acusados de delitos comunes y acusados de falsos delitos políticos. El presidente, contra la costumbre, pasó lista a los 33 acusados, al colocarse éstos en los bancos, frente al tribunal. Pasó lista con gran amabilidad, dando a cada uno de ellos, ya fuesen abogados, profesores o trabajadores manuales, el tratamiento de don. El detalle llamó poderosamente la atención del público, pues estaban acostumbrados a ver emplear tratamientos menos corteses, en otros juicios, para con los acusados.

Pero en distintos momentos,

en los interrogatorios o en las intervenciones de los letrados defensores, se conocieron instantes de gran emoción que ganó al auditorio y queremos creer que también a los magistrados. Uno de esos momentos fue cuando nuestro compañero Luis Arbelá, después de recordar que familiares suyos fueron asesinados en aquel período de furor homicida, proclamó su condición de socialista y por ello sólo deseaba la paz, la justicia y la convivencia entre todos los españoles.

Si las palabras de Arbelá llegaron al corazón de todos, nadie olvidará, de cuantos lo presenciaron, la escena que se produjo en la vista causa. En el banquillo de los acusados estaba un compañero nuestro, Horacio Hermoso, hijo del último alcalde republicano de Sevilla, fusilado por los franquistas. Cuando le tocó el turno, el le-

trado Juan Manuel Fanjul y Sedeño pronunció una magnífica defensa. Su padre, el general Fanjul, se sublevó con los nacionales. Fue hecho prisionero en el cuartel de la Montaña de Madrid y fusilado por los republicanos. Sus palabras hicieron honor a la toga. En su conciencia, en su corazón y en su cerebro se libraba un drama, el drama de los recuerdos. Cuando terminó, desde el estrado en que se encontraba, abrazó al procesado Horacio Hermoso. Dos huérfanos, víctimas de la guerra fratricida se abrazaron, confundiendo sus fraternales sentimientos, pensando en la vida y en una España que necesita de todos sus hijos para rehacerse. El profundo patetismo de ese momento fue el mejor colofón de ese proceso memorable.

R.

Comité de Redacción de LE SOCIALISTE:

Jean PAUL-BONCOUR
Suzanne LACORE
Eugène MONTEL
Georges GUILLE
Gerard JAQUET
Joseph BEGARRA

Administrateur:
Roger SOUTHON

LLAMAMIENTO

a la Comisión Internacional de Juristas, con sede en Ginebra, de ciudadanos de diversos países preocupados por el respeto de los derechos humanos en España

Señor don S. Mc Bride, secretario general de la Comisión Internacional de Juristas.

2, Quai du Cheval Blanc, Ginebra.

Muy señor nuestro:

Ciudadanos de diversos países, incluida naturalmente España, amantes de la verdad, de la justicia y del derecho, medios de entendimiento y de comprensión humana por encima de toda tendencia y diferencia, nos vemos hoy en la obligación, penosa y grata a la vez, de dirigirnos a esa noble y prestigiosa organización que agrupa y representa a millares de abogados y juristas del mundo entero, y tiene categoría consultiva ante las Naciones Unidas, para someter a su probada experiencia y autoridad ciertas consideraciones y propuestas inspiradas por el deseo de que sean respetados y garantizados los derechos humanos en España y por la legítima voluntad de que sean esclarecidas las circunstancias y hechos en que se fundan las reiteradas denuncias sobre graves y recientes violaciones de esos derechos por parte de las autoridades españolas, en relación con las huelgas de Asturias.

Quienes nos dirigimos hoy a la Comisión Internacional de Juristas como a la última y decisiva instancia para el reconocimiento de los fundamentales derechos del hombre y del ciudadano y de las exigencias de un Estado de derecho, lo hacemos con serenidad y confianza en que la verdad acaba por resplandecer, y sin ideas preconcebidas, sino dispuestos a acatar la verdad duela a quien duela y favorezca a quien favorezca. Entre nosotros hay españoles, europeos y americanos, sindicalistas que luchan cada día por mejorar las condiciones de los trabajadores, así como su esfera de libertades y derechos; hay también profesores, intelectuales, para los cuales el esfuerzo por la objetividad es costumbre, profesión y razón de vida; pero hay sobre todo hombres, brillantes u oscuros, ciudadanos capaces de sentir como una ofensa a la propia dignidad toda violencia, abuso o atropello cometido contra la vida, la integridad, la libertad, la dignidad y el legítimo prestigio de otros hombres y ciudadanos del mundo, sin distinción de raza, condición o ideología.

Nos vemos obligados a constatar que, desde hace ya algunos meses y sin que hasta hoy se le hayan dado razones suficientes para calmarla, la opinión pública de muchos países se ha inquietado y alarmado por las reiteradas alegaciones procedentes de muy distintas fuentes, de carácter obrero, sindical, intelectual o incluso eclesiástico, relativas a supuestas brutalidades, violencias, malos tratos y hasta mutilaciones y muertes, cometidas por representantes de la autoridad —Policía y Guardia civil— en el ejercicio de sus funciones, contra indefensos mineros y sus mujeres, trabajadores pacíficos que se habían limitado a participar en una huelga sin incidente alguno, o aun a apoyar moralmente y de palabra a sus compañeros o maridos.

Sería demasiado largo enumerar en detalle y precisando la fecha y el respectivo contenido, todos los documentos, escritos y denuncias colectivas publicados en España y en el extranjero en estos meses en relación con estos hechos, tanto más cuanto que todos esos documentos obran ya en poder de la Comisión Internacional de Juristas. Baste recordar que, después de la primera carta de 102 importantes intelectuales españoles al ministro de Información y Turismo de España, una nueva carta de 188 personalidades manifestaba la solidaridad de éstos con la primitiva denuncia, solicitando una encuesta objetiva de juristas, petición que re-

teraban 52 personalidades de Falange, a la que se ha agregado últimamente una toma de posición de 30 miembros destacados de Izquierda Democrata Cristiana; baste aludir a las declaraciones, publicadas por "Le Monde", del prestigioso abad mitrado de Montserrat, apoyando a esos intelectuales, como lo hicieron centenares de personalidades de la vida intelectual, sindical y política italiana, de un lado, y decenas de escritores y artistas franceses de primera fila, de otro; no olvidemos la denuncia formulada a este respecto ante la Organización Internacional del Trabajo por la Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres y la Confederación Internacional de Sindicatos Cristianos; la toma de posición de la Liga suiza de los Derechos del Hombre y del Ciudadano y la petición de intervención de la Comisión Internacional de Juristas formulada primero por la Federación de Sindicatos alemanes (D.G.B.) a través de su secretario, el señor Rosenberg, y luego por la citada Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres (C.I.O.S.L.) a través de su secretario general, señor Becu.

Entre los hechos alegados, que no detallamos aquí, figuran castraciones de varios mineros, enloquecimiento de unos y muerte de otros bajo las torturas, vejaciones contra mujeres a quienes se ha cortado el pelo al rape, deportaciones, encarcelamientos. A esta relación se han agregado otras relaciones análogas más tarde, como la de un grupo de escritores prisioneros por razones políticas en el Penal de Burgos, que también han escrito al ministro de Información y Turismo de España.

Las reacciones de este ministro y del Gobierno han sido, según los casos, el silencio, la negativa a toda encuesta, el reconocimiento tácito y en forma sarcástica de las vejaciones a las mujeres, el mentis rotundo a las alegaciones de muertes y castraciones, la organización de una campaña de prensa intensísima para atacar y desprestigiar a los intelectuales, incluido el abad de Montserrat, las amenazas anónimas por carta y por teléfono a varios firmantes; uno de los cuales, Bergamín, tuvo que refugiarse en una embajada y la convocatoria de otros por los Tribunales, aparte de otros encarcelamientos de jóvenes intelectuales que no habían firmado ninguno de los documentos.

Nosotros no queremos prejuzgar aquí de la verdad o falsedad de los hechos referidos. Nuestra función es otra: es reclamar la verdad, solicitando la intervención de medios de esclarecimiento objetivos, internacionales, autorizados, irrefutables. La verdad sólo nos importa, la verdad sola importa a la opinión pública española y mundial.

Es con este espíritu sereno, imparcial y clarificador con el que nos permitimos presentar a la Comisión las consideraciones siguientes:

1. A este derecho de los ciudadanos españoles en general —tanto de los que se consideran afectados o lesionados por los referidos hechos como de quienes sienten el legítimo deseo de conocer y juzgar el clima moral y jurídico en que se desenvuelve la vida de su país— corresponde la obligación de las autoridades y el Gobierno español de permitir y favorecer que se haga luz sobre el asunto, tanto por el respeto a la verdad y a la justicia que debe inspirar la acción de la autoridad, como por el propio interés del Gobierno en esclarecer

su conducta ante propios y extraños, dejando su prestigio en el lugar debido, tanto más si las acusaciones son falsas.

3. Si no se ha cometido ninguna irregularidad jurídica, ninguna violación de los derechos humanos, ningún abuso de poder, tanta mayor es la necesidad y el interés del Gobierno español por que esta supuesta inocencia quede debidamente reconocida y de manifiesto en una encuesta objetiva e internacional —siendo este el único tipo de encuesta que puede satisfacer el deseo de verdad de la opinión pública y el único que queda una vez que el propio Gobierno ha rechazado la propuesta de una encuesta nacional organizada por el Colegio de Abogados de Madrid y una vez que se han "internacionalizado" la inquietud y la polémica. En efecto, en la situación actual, es cierto que las brutalidades alegadas no han sido probadas, pero tampoco adecuadamente refutadas, y así todo el mundo sospecha que son ciertas.

Fundados en las consideraciones anteriores, y depositando toda nuestra confianza de intelectuales, ansiosos de verdad, de sindicalistas deseosos de hacer respetar los derechos e integridad de los trabajadores, de hombres, en fin, ansiosos de justicia, en la única instancia jurídica suficientemente universal, ecuaníme, experimentada, autorizada y objetiva, para que ésta, la Comisión Internacional de Juristas, considere

el problema con la serenidad, claridad y firmeza que éste exige, solicitamos de la Comisión una intervención prudente, razonable y realista que está indudablemente a su alcance y está en armonía con su tradición y con su estilo.

Sometemos así a la consideración de la Comisión la propuesta de que ésta, como depositaria de esa inquietud generalizada, imparcial ante los hechos, y con autoridad suficiente para llegar a un esclarecimiento basado en la verdad objetiva y en el derecho, asuma la responsabilidad, como en otros asuntos ya hizo, de utilizar esa autoridad para:

1. Creemos que la opinión pública española y mundial tienen ante todo el derecho moral —que sería también un derecho efectivo y legalmente reconocido en la hipótesis, que cabe examinar, de que el Estado español fuera un Es-

pañol que, ante la emoción producida en el mundo entero por ciertas alegaciones —ciertas o falsas— de graves violaciones de los derechos humanos de numerosos ciudadanos españoles, y el eco no apagado sino creciente de tales alegaciones, resulta ya imprescindible —o, en todo caso, muy conveniente—, no sólo teniendo en cuenta el respeto debido a la verdad, a la opinión pública y a la justicia, sino el propio interés del Gobierno en disipar toda eventual falsedad o exageración, o, en caso contrario, para restablecer su autoridad moral castigando públicamente a los culpables, que, con el asentimiento y apoyo del propio Gobierno —cuya actitud liberal, condescendiente y de "juego limpio" sería entonces la más sabia réplica y el más ejemplar mentis a las eventuales insidias—, se efectúe inmediatamente en España —y ante todo en Asturias— una encuesta pública, objetiva y amplia, bajo los auspicios y con la garantía de un organismo jurídico internacional, para esclarecer la verdad de

los hechos de Asturias y todos los demás con ellos relacionados.

2. Manifestar al Gobierno español que, ante las reiteradas solicitudes procedentes de los más diversos medios —sindicales, intelectuales, de asociaciones y ligas de los derechos del hombre— y de numerosos países, la Comisión Internacional de Juristas, atenta siempre a favorecer todo cuanto tienda a fortalecer en el mundo la comprensión y justicia entre los hombres basada en la conciencia del derecho y en el respeto de las condiciones que hacen de cualquier Estado un Estado de derecho, estaría dispuesta a patrocinar y ofrecer su garantía para dicha encuesta, en colaboración imparcial con el Gobierno español.

3. Proponer al Gobierno español que esta encuesta se celebre de común acuerdo, en fecha breve, y con arreglo a una fórmula que sea aceptable por ambas partes, y ofrezca garantías a todos.

4. Hace notar al Gobierno español que una eventual negativa absoluta a considerar el problema con la ecuanimidad, objetividad y apertura que su gravedad merece produciría en la opinión pública mundial, justamente inquieta, un impacto, desfavorable al Gobierno, mucho más efectivo, preciso y terminante que todas las voces, escritos polémicos anteriores, siendo equivalente tal negativa a una clamorosa confesión, de consecuencias incalculables para el prestigio y el futuro desenvolvimiento de las instituciones españolas.

Esperando que la Comisión acija con interés esta propuesta de esclarecimiento, con el que tanto puede servir a la causa del derecho y de la justicia que es la razón de vida de la Comisión Internacional de Juristas, le saludamos, señor secretario general, con todo respeto y consideración.

Ginebra, diciembre de 1963.
(Siguen las firmas.)

EN LYON

Conferencia de Miguel Sánchez-Mazas

« El problema agrario en el desarrollo económico y social de España »

Este fue el tema que brillantemente desarrolló nuestro compañero Miguel Sánchez-Mazas en la conferencia que pronunció el 15 de marzo, en el Ateneo Cervantes, de Lyon. Con una sala repleta de público, hizo la presentación del orador el presidente del acto, el viejo militante cenetista Manuel Buenacasa.

Miguel Sánchez-Mazas comienza haciendo un elogio de la labor que viene realizando el Ateneo Cervantes. Estima que son muy interesantes estas confrontaciones de ideas y opiniones, muy necesarias para resolver el problema español y estudiar las nuevas formas de organización que habrá de darle al país para que pueda ocupar el lugar que le corresponde entre los pueblos civilizados y progresivos.

A continuación entra de lleno en el tema, haciendo un breve resumen histórico, ya que, dice, el problema de la tierra y su cultivo se remonta a los tiempos primitivos, que sólo ha sido resuelto satisfactoriamente en los países modernos que emplean una técnica científica y en consonancia con la era en que vivimos.

Pone en evidencia el error que supone el querer crear una industria moderna sin dar una solución satisfactoria a la agricultura. Con un dominio particular va des-

menizando lo que es el latifundio, el minifundio, la odiosa explotación de los parias de la tierra, tanto si son asalariados trabajando solamente unos ochenta o noventa días por año, o pequeños arrendatarios, los que con muchos esfuerzos arrancan el producto a la tierra debiendo cederlo a bajo precio al acaparador. Este, luego lo hace encarecer de forma fraudulenta y escandalosa, aprovechándose del fruto del trabajo del pobre labriego y robando al consumidor, al que hace pagar precios inabordable para los que se ganan la vida trabajando.

Abre un paréntesis para evidenciar la incompatibilidad de la libertad política si no existe la igualdad económica, las que estimamos inseparables una de la otra, ya que no se puede disfrutar de la libertad en un ambiente de miseria.

Apoyándose en estadísticas y cifras de la F.A.O., organismo internacional agrícola de las Naciones Unidas y del propio Instituto Agrario Español, va mostrando que la agricultura de nuestro país es la que da el menor porcentaje de productos por hectárea y por agricultor, siendo también la que da el mayor porcentaje de la población empleada en la misma. Esto evidencia el atraso sobre los demás países, llegándose hasta el extremo de que en ciertas especialidades se ha retrocedido incluso al nivel inferior que se tenía antes de la guerra civil.

Expone que para dotar a la agricultura española del material mecánico necesario, harían falta 250.000 tractores y que actualmente sólo existen 8.000. Igual insuficiencia se presenta en cuanto a los productos químicos y abonos empleados para fertilizar la tierra.

Va haciendo un examen de los diversos sistemas y reformas agrarias que se van instituyendo en múltiples países, tanto en los llamados capitalistas, como en los denominados socialistas, hacien-

do particular referencia a la de Italia y a la de Israel, sobre todo en este último país, donde predominan las colectividades agrícolas o kibutz, que tan práctica como ingeniosamente han resuelto el problema de la agricultura.

Se refiere también a lo que denomina modesta Reforma Agraria de la República del 14 de Abril, que considera insuficiente, a pesar de ciertas expropiaciones a terratenientes y del reparto de algunas tierras. Da en cifras el número de hectáreas que poseen los "grandes", los que indudablemente deberán ser desposeídos y las tierras puestas en manos del campesinado para su explotación incumbiendo al Estado planear y proporcionar los elementos necesarios, tanto técnicos como en material, para su cultivo racional e intensivo, a fin de alcanzar el máximo de producción. Expone la forma ingeniosa con que se procede a indemnizar en Italia a los latifundistas, valorando la tierra con arreglo a los impuestos que han pagado, reduciendo así su valor a una suma irrisoria por hectárea y pagándola con acciones al 5 por 100 y por un plazo de veinticinco años.

Dice que en la reforma agraria española se deberá proceder, según las regiones, a una explotación colectiva, de la que se encargarían las organizaciones obreras, o a base de cooperativas, respetando la pequeña propiedad, ya que no se puede forzar al pequeño campesino a renunciar a una porción de tierra a la que tan pegado está. Concluye su tan brillante como documentada exposición, respondiendo a diferentes preguntas que se le hicieron, aclarando a satisfacción el debate que continuarse, tanto sobre el problema agrícola como sobre todos los que interesan a la vida pública de nuestro país, que es el deber de todos los españoles que estamos en exilio.

Manuel BERNABEU

A los donadores voluntarios de sangre

AVISO IMPORTANTE

Se ruega a todos los compañeros y españoles en general que hayan sido donadores de sangre o lo sean actualmente, que manden su nombre y dirección, así como entidad a la que hacen el don, para comunicarles un asunto de interés.

Estos datos deben remitirse a: Mr. De los Santos, 111, rue Monge, Paris Vme.

Travailleurs espagnols en Suisse : encadrés par les agents franquistes et surveillés par la police suisse

DEPUIS 1959, le gouvernement espagnol a facilité et même encouragé l'émigration des ouvriers, à la fois pour résorber le chômage qui menaçait de devenir une source de troubles sociaux dangereux pour le régime, et afin de renflouer l'économie espagnole : l'argent que les ouvriers envoient de l'étranger à leurs familles représente en effet un important apport de devises. De 1959 à 1963, sept cent mille Espagnols sont allés travailler à l'étranger. On en compte actuellement plus de cinquante mille en Suisse.

L'encadrement de l'émigration

Les « Casas de España ».

Le gouvernement espagnol redoute cependant les prises de conscience qui pourraient se faire chez ces travailleurs, soit au contact de l'émigration politique, soit en comparant leurs conditions de vie en Espagne à celles qu'ils trouvent dans les autres pays (ajoutons qu'un bon nombre d'ouvriers étaient hostiles au régime dès avant leur départ). Il s'efforce donc de les encadrer et de les contrôler.

Un crédit de 2 milliards de pesetas (140 millions de francs suisses) a été ouvert au titre de l'aide sociale aux émigrants. Ce crédit permet aux ambassades et consulats de créer ou de subventionner, dans tous les centres de l'émigration espagnole, des dispensaires, des associations culturelles, ainsi que des foyers appelés « Casas de España ». Il n'y aurait rien à redire à ces activités, si leur apparence humanitaire ou culturelle ne camouflait un but tout différent. Ce qui se passe à Lausanne, par exemple, est révélateur à cet égard :

Dans cette ville, des Espagnols, aidés par une œuvre sociale suisse, ont créé un foyer, le « Centro Español », qui est indépendant des représentants de l'Espagne officielle, aussi bien du point de vue matériel que politique ; on y présente des programmes culturels et récréatifs et, tous les soirs, les Espagnols s'y pressent. L'ambassade d'Espagne a d'abord essayé de mettre la main sur ce centre. Cette tentative ayant échoué, elle vient de fonder une « Casa de España » concurrente, dotée de moyens financiers considérables. Ce n'est donc pas la sollicitude pour les émigrés qui fait agir l'ambassade, mais le souci de les garder sous son influence et son contrôle.

Partout où des organisations sociales ou culturelles se créent spontanément parmi les travailleurs espagnols, l'ambassade ou les consulats cherchent soit à les soumettre à leur contrôle, soit à les torpiller.

A La Chaux-de-Fonds, où les ouvriers espagnols sont accueillis de façon particulièrement hospitalière et généreuse (à majorité socialiste), l'ambassade d'Espagne s'est empressée d'ouvrir une « Casa de España ». Le soir même de la manifestation principale de la « Quinzaine culturelle espagnole » organisée par la Ville, la « Casa de España » conviait les travailleurs espagnols à une grande fête, avec bal, distribution de cadeaux, etc., pour laquelle elle aurait, dit-on, reçu une subvention extraordinaire de 15.000 francs !

Les communautés catholiques espagnoles.

Chaque centre où les travailleurs espagnols sont nombreux a sa « Casa de España » ou sa « Communauté catholique espagnole », ou toutes les deux. Ces communautés contribuent aussi à surveiller et à encadrer les émigrés. Leur position est d'autant plus forte qu'elles collaborent avec les organisations catholiques suisses, notamment avec Caritas. Elles ont même été

chargées par les autorités suisses, et en collaboration avec Caritas, de recevoir les travailleurs espagnols à leur arrivée dans notre pays.

Qu'on nous entende bien : nous ne contestons pas au clergé espagnol, ou suisse, le droit de s'occuper de ceux qui professent librement la foi catholique, ni même de s'occuper d'œuvres sociales, pour autant que celles-ci ne sont pas des instruments de pression déguisés. Mais l'Eglise catholique espagnole est partie intégrante de l'Etat franquiste. Même si une certaine opposition se manifeste depuis quelque temps parmi les fidèles et une minorité du clergé, la hiérarchie reste solidement attachée au régime. Nous avons donc les plus sérieuses raisons de douter que les prêtres envoyés chez nous par cette hiérarchie soient chargés d'une mission purement religieuse. Et les faits que nous connaissons ne font que confirmer ces doutes !

Un prêtre basque, apprécié des ouvriers pour ses opinions libérales, a été promptement renvoyé en Espagne. Après son départ, on a vu s'accroître les pressions pour que les ouvriers syndiqués abandonnent leur affiliation syndicale. Dans une autre ville romande, le bulletin hebdomadaire des communautés catholiques, « Comunidad católica » s'est attaqué aux syndicats de l'U.S.S. Voilà qui dénote une singulière conception du ministère religieux.

Les agents franquistes.

Les travailleurs espagnols de l'étranger se sentent de plus en plus étroitement surveillés. Ils avaient cru que, vivant dans un Etat démocratique, ils pouvaient manifester librement leur opposition au régime dictatorial de leur pays, leur solidarité avec les grévistes asturiens, leur adhésion au mouvement syndical libre. Beaucoup avaient participé aux cortèges du 1^{er} Mai. Mais des agents franquistes les filmaient... Certains d'entre eux, que la police avait identifiés de cette manière, ont été arrêtés à la frontière espagnole alors qu'ils rentraient dans leurs familles pour les vacances. Pendant la cérémonie organisée par l'Union des syndicats du canton de Genève, à la mémoire de Grimau, sur l'île Rousseau, on a vu sur les balcons de l'hôtel

des Bergues, des employés du consulat d'Espagne, munis de caméras. On se doute qu'ils ne tournaient pas des bandes destinées aux actualités espagnoles... Bref, les ouvriers espagnols savent maintenant qu'ils peuvent être photographiés ou filmés par des agents franquistes dans toutes les manifestations auxquelles ils participent.

C'est ainsi que l'Etat franquiste étend son réseau de surveillance et d'espionnage sur ses ressortissants, dans notre propre pays.

La partialité des autorités suisses

Mais que fait-on du côté suisse ?

Le problème des travailleurs espagnols présente deux aspects : l'aspect social, commun à tous les travailleurs étrangers, a souvent été évoqué, et nous ne nous y étendons pas, aujourd'hui ; conditions de logement souvent déplorables, isolement des travailleurs séparés de leurs familles dans un pays dont ils ne connaissent ni la langue ni les coutumes. Des œuvres sociales suisses ont ouvert des bureaux d'information, des réfectoires, des foyers, etc. De l'avis même des organisateurs, ce ne sont encore que des palliatifs.

Quant à l'autre aspect du problème, il faut bien l'appeler politique : les travailleurs espagnols seront-ils abandonnés à la propagande insidieuse ou aux pressions ouvertes des représentants officiels et officieux du franquisme ? Notre démocratie saura-t-elle leur offrir quelque chose de positif ?

Les représentants, en civil ou en soutane, du régime de Franco, ont tout liberté d'action. Le libéralisme de notre législation leur profite. Profite-t-il dans la même mesure à ceux qui veulent échapper à ce réseau d'espionnage et à cette mise en condition ? Aux yeux des autorités suisses, les missions diplomatiques, consulaires ou ecclésiastiques sont des institutions respectables en tant que telles. Les Espagnols qui veulent agir ou s'exprimer en dehors de ce cadre ne sont plus que des individus soumis au contrôle de la police des étrangers. Quels droits les autorités suisses sont-elles disposées à leur reconnaître ?

Pas de liberté d'expression.

Ce problème a été débattu au cours des journées d'études sur les problèmes des travailleurs étrangers, organisées à Freidorf en novembre dernier par la Commission nationale suisse de l'Unesco. Sur une cinquantaine de participants, on comptait 24 délégués des œuvres éducatives suisses, 21 représentants de la presse et de la radio, et seulement 7 représentants des travailleurs étrangers, dont 6 Italiens et un Espagnol, Dialogue inégal... Les débats ont cependant eu le mérite de révéler certaines positions officielles. Un représentant du Département fédéral de justice et police, M. Solari, participait en effet aux travaux de la Commission chargée d'étudier les droits et les devoirs des travailleurs étrangers. On a bien voulu reconnaître à ces travailleurs les droits élémentaires : salaire égal à celui de l'ouvrier suisse, logement décent, traitement humain, droit de faire venir leur famille « aussitôt que possible », etc. Mais quand un représentant des travailleurs étrangers a demandé que leur soit reconnu le droit à une éducation démocratique, on lui a rétorqué que « la Suisse ne devait pas devenir un foyer d'agitation » (!) D'autre part, M. Solari, suivi par la majorité de la Commission, a remarqué qu'on ne pouvait leur accorder la liberté d'expression ; la liberté de la presse, garantie par la Constitution, n'est pas valable pour eux. S'ils veulent publier un article, il est bon qu'ils le soumettent au préalable à la police. Il ne leur est même pas permis de traiter, dans la presse étrangère, un sujet concernant la Suisse.

Censure policière.

La police suisse s'arroge donc un droit de censure sur tous les articles écrits par des travailleurs étrangers. Dans quel sens elle exerce ce droit ? C'est ce qu'illustrent les deux faits suivants :

A la demande de la rédaction d'un journal d'étudiants, un émigré espagnol avait rédigé un article sur la situation économique en Espagne : exposé objectif, dépourvu de tout caractère polémique, fondé sur des études publiées par des institutions espagnoles officielles et par des organisations interna-

tionales. Par mesure de prudence, cependant, l'article paraît sans signature. Ce qui n'empêche pas l'auteur d'être convoqué, quelque temps après, par la police qui le menace d'expulsion s'il récidive.

En quoi un article d'information sur l'économie espagnole peut-il gêner la police suisse ? Qu'est-ce qui a pu attirer son attention sur cet article et l'inciter à faire une enquête pour en découvrir l'auteur ? Il suffit de poser ces questions pour trouver la réponse. D'elle-même la police n'aurait rien fait, et elle n'avait rien à faire. Qui, en revanche, a intérêt à empêcher la publication d'articles qui, par leur objectivité même, révèlent les maux dont souffre l'Espagne ? Qui, sinon les représentants de l'Espagne officielle ? Alors, la police helvétique se met-elle au service du consulat et de l'ambassade d'Espagne ? On aimerait bien savoir jusqu'où va la collaboration, et si les policiers, leur enquête faite, en livrent le résultat à ceux qui l'ont ordonné !

Enquête policière.

Autre fait : « Le Socialiste », organe des socialistes espagnols émigrés en France, édité sous l'égide de la S.F.I.O., a publié un article dénonçant les conditions de logement des ouvriers espagnols travaillant pour une grande entreprise, à Cointrin (Genève) ; article reproduit, en Suisse, par « Le Peuple ». Enquête de la police genevoise, non pour vérifier le bien-fondé des accusations portées contre l'entrepreneur ni pour réprimer les abus dénoncés, mais pour découvrir l'auteur de l'article parmi les Espagnols résidant à Genève.

La doctrine de la police suisse dans ce domaine semble donc se définir comme suit : les émigrés espagnols n'ont pas le droit d'écrire quoi que ce soit qui déplaise au gouvernement totalitaire de leur pays. Ils n'ont pas non plus le droit de dénoncer les abus dont ils sont victimes chez nous. Cette « doctrine », et le rôle de censeur que s'arroge la police, sont-ils dignes d'un Etat démocratique ?

Si nous admettons l'hypothèse la plus indulgente, nous supposons que les autorités politiques de notre pays n'ont jamais sérieusement étudié le problème. Elles laissent faire la police, qui suit la loi du moindre effort : céder au pot de fer et écraser le pot de terre. Mais il y a d'autres hypothèses : quel rôle jouent les intérêts financiers suisses en Espagne ? De quel poids pèse la crainte que Franco réduise ou supprime les contingents de travailleurs pour la Suisse ? (Crainte ridicule, d'ailleurs : les impératifs économiques règlent la politique de l'émigration.)

Les responsabilités des citoyens suisses.

Quoi qu'il en soit, les citoyens suisses dont la conscience démocratique n'est pas encore complètement endormie, ont un rôle à jouer. Ils peuvent faire beaucoup pour aider les travailleurs espagnols à se libérer de l'emprise franquiste et les défendre contre les tracasseries policières ; il s'agit de dénoncer les abus, d'intervenir pour les empêcher, d'encourager les œuvres sociales indépendantes de toute influence franquiste, de multiplier les contacts avec les émigrés, de les accueillir avec hospitalité et de leur fournir les cadres légaux dont ils ont besoin pour pouvoir se grouper, s'informer et se former politiquement en toute indépendance. Tout ceci se fait déjà, ici et là, mais de façon trop sporadique et limitée. Il faudrait multiplier et élargir ces actions de solidarité avec les travailleurs espagnols.

(De « Domaine public », de Lausanne, 27.3.64.)

Noticcionario económico-social

LA PRIORIDAD TURISTICA

A los asturianos se les ha ocurrido, con el apoyo del gobernador civil, presidente de la Diputación y presidentes de las Cámaras de Comercio de Oviedo, Gijón y Avilés, que fueron en Comisión a Madrid, proponer al ministro del Aire la construcción de un aeropuerto en Asturias. Las razones son claras para los asturianos. Las más sólidas son que Asturias tiene una importancia económica de primer orden y que, durante lo más rudo del invierno, suelen quedar interrumpidas las comunicaciones en el Puerto de Pajares, sitio por donde pasan las comunicaciones ferroviarias y por carretera que enlazan Asturias con la meseta castellana.

Pero el ministro del Aire, con ese aire ministerial y bonachón con que se reciben las Comisiones de provincianos, les hizo ver que el Plan de Desarrollo tiene previsto el construir, previamente, los aeródromos de Barcelona, Madrid, Las Palmas, Palma de Mallorca y Málaga. ¿Quién puede dudar de la urgencia e importancia económica de Palma de Mallorca? Cualquiera, pero no el ministro del Aire y el de Información y Turismo. Pero el teniente general Lacalle — ministro del Aire — prometió que « con mucho gusto su-

gerirá a la Comisión asesora interministerial el que se considere la inclusión de tres aeropuertos más que son los de Gerona, Alicante y Asturias ».

« Los dos primeros — aseguró el ministro — en atención a las necesidades impuestas por el turismo » y el de Asturias « por su perentoria demanda de este medio de comunicación aérea, que remediará la actual escasez de comunicaciones con el Principado ». La perentoriedad y la escasez con relación al aeropuerto de Asturias son muy relativas y cuentan poco en la mente del ministro. Para el Plan de Desarrollo es más perentorio atender el turismo.

No somos de los que consideran plenamente justificado el invertir dinero en la construcción de aeródromos para cubrir los objetivos más perentorios del Plan de Desarrollo. Es evidente que hay otros problemas cuya solución contribuiría más eficazmente al desarrollo económico de España, siquiera sean menos visibles para los turistas que los aeropuertos de Asturias, Palma o Gerona; pero puestos a construir aeródromos, pocos se pueden justificar desde el punto de vista del desarrollo económico como aquellos que se ubiquen en las regiones mal comunicadas y que

son, al mismo tiempo, puntos claves de la economía nacional.

« El sentido de la prioridad no es el más brillante de los sentidos del ministro del Aire. »

AYUDA Y CREDITO OFICIAL PARA VIVIENDAS EN 1963

Se estima, según la prensa española, que las ayudas y créditos o préstamos oficiales a largo plazo para la construcción de viviendas, durante el pasado año, se cifran, en millones de pesetas, del modo siguiente :

Concedidas por el Instituto Nacional de la Vivienda	8.091
Banco de la Construcción	2.240
» Hipotecario	1.455
Cajas de Ahorro	1.484
Total	13.270

Una parte, las subvenciones, ha sido concedida por el Estado a fondo perdido; el resto, los préstamos, es recuperable.

Se trata de una estimación sujeta a todas las rectificaciones y complementos a que nos tiene acostumbrados el método estadístico español.

S. I. S.

América

Carta de Méjico

Reforma agraria en el Brasil

«En lo que se llama la reforma agraria, no se trata sólo, ni aún primeramente, del bienestar material y terreno del pueblo trabajador, se trata de ir formando a la patria para su último destino histórico». — UNAMUNO.

Seguramente no habría hecho falta buscar un tan elevado valor para poner bajo su advocación los modestos comentarios que van seguir y que nos han sido sugeridos por una decisión tomada por el Presidente del Brasil señor Goulart, de la que nos informa la Prensa.

Hablar de reforma agraria, problema que hoy puede decirse que sólo afecta a los países atrasados, («subdesarrollados»), empleando el eufemismo, es lanzarse por el terreno trillado del lugar común. No creemos que haya ya economista alguno, o simple divulgador de los problemas económicos que no nos asegure y nos explique que la causa fundamental del atraso de tales países está en el desigual e injusto reparto de la tierra, y que todo plan de desarrollo que se quiera establecer, incluso si es industrial, tiene que estar basado en una inmediata y equitativa distribución de la misma. (En otra ocasión dijimos que el latifundio es por sí sólo el indicado termómetro del atraso de los países).

Aunque las razones de tal hecho puedan parecer complejas, se nos figura que en esencia son bastante sencillas y claras: puesto que la mayor parte de los seres humanos no logran cubrir sus elementales necesidades de alimentación, y puesto que lo primordial para ellos es comer, «primum vivere...», lo urgente es naturalmente, producir más comestibles. Mientras éstos se sigan extrayendo directa y preferentemente de la tierra, y hasta tanto no se logre que los produzca sintéticos la industria, también parece evidente que el objetivo común a que hemos de dar cima, es a que la tierra produzca más y que se sea capaz de que sus productos lleguen fluidamente a todos, sin la tremenda traba que para la mayoría pobre representa la adquisición de los mismos.

Ahora bien, ¿vale la pena de insistir en la circunstancia de que los que disponen de grandes extensiones no las cultivan debidamente, y que cuando lo hacen, no es con fines altruistas, sino exclusiva o primordialmente en su propio y egoísta beneficio? Corregir tal estado de cosas es lo que persiguen las reformas agrarias discurridas y por discurrir. Los que temen resultar afectados por ellas, es humano que pongan el grito en el cielo, acusen de subversores de la paz social a todos los que las propician. Otros, los socialistas entre ellos, las consideran pura y simplemente como medidas de justicia social, otros más, como propósito de carácter cristiano, y en fin, Unamuno, como un medio para «ir formando a la patria para su último destino histórico».

Es evidente que todos los reformadores propugnan la o las reformas por las ventajas de orden económico que ellas han de tener para la colectividad, pero también puede asegurarse que su propósito, el de todos, tiene también un gran contenido espiritual. ¿Qué otro significado puede tener la frase trascrita del filósofo de Salamanca? Y por otra parte ¿quién podría atreverse a asegurar que la justicia social por la que lucha el socialismo no tiene una motivación del más depurado carácter moral? El propósito de un individuo aislado de resolver el problema de su propia sub-

sistencia, o de mejorarla, puede considerarse si se quiere, como algo del más modesto carácter (material y terreno), pero si de lo que se trata es de resolver el angustioso problema de la pervi-

Por Ernesto Navarro

venencia de millones de seres humanos y lograr que su existencia alcance un nivel de dignidad suficiente, entonces la generosidad del fin perseguido hace que éste se trasmute y se eleve hasta alcanzar la categoría de lo ético.

Como no nos duelen prendas, y a pesar de que la trayectoria política del señor Goulart puede parecerse objetable en más de un aspecto, diremos que la reciente determinación del Presidente del Brasil de que su Gobierno se incaute de las tierras que bordean las líneas de comunicación, incluidos los ríos, y de entregar sus propias fincas para ser incluidas en la reforma agraria, merece el más abierto y rendido elogio. Los buenos consejos deben darse, por lo menos, la mitad en dinero.

De no existir causas, para nosotros desconocidas, que pudieran desvirtuar el mérito de la decisión que estamos comentando, se puede asegurar que ella alcanza la más elevada categoría y que su resultado inmediato va a ser, como quería don Miguel, la «de ir formando a la patria para su último destino histórico». Claro está que a la patria que él se refería y a la que ahora quisiéramos referirnos nosotros, es a la nuestra, pero el hecho de que no sea así, sino que se trate de la República hermana del Brasil, no amengua lo más mínimo la alegría que la noticia nos proporciona, y nos hace concebir la esperanza de que el ejemplo cunda en la América hispana, y que con ello disminuya la grave tensión existente en esta importante fracción del mundo.

Si sus habitantes, ayudados por los de las naciones más influyentes, no logran evitar que la temida conmoción se produzca, es imposible prever la intensidad y la amplitud que ésta llegue a alcanzar. Si puede asegurarse que aunque a la larga resulte establecida una situación de mayor equidad que la existente, los primeros tiempos habrán de caracterizarse por la extrema violencia de los episodios y por un subsiguiente eclipse de la libertad y de las prácticas democráticas.

Deseamos fervientemente para estos países, tan nuestros, que se produzca en ellos una profunda revolución, pero quisiéramos que ésta llegase por los caminos de auténticas y eficaces reformas como la que motiva estos comentarios y por el acrecentamiento rápido de la cultura, no por el de desesperados espasmos de masas populares que no encontrando solución a sus aspiraciones de una vida menos dura y más digna, se lanzan a la ciega violencia. Deseamos que esta revolución sea guiada por claros y justos objetivos, no azuzada por fuerzas enormes, estúpidamente despiadadas y lejanas, que a pesar del maquiavelismo de que blasonan, la verdad es que son también ciegas y que el camino que emprendieron hace tiempo, resulta que no conduce a parte alguna.

Ojalá comprendieran los iberoamericanos, y de paso también nuestros compatriotas, que la evidente esterilidad en que cayó esa colosal máquina de subversión a que nos referimos, se debe ni más ni menos, a que nació vacía de contenido espiritual, de un imprescindible y profundo sentido moral. De nada sirve empujar a los desposeídos y miserables que se alcen y destruyan los regímenes basados en las desigualdades y privilegios, si se empieza por quitarles la libertad y con ella la dignidad. De nada sirve prometerles y hasta darles el pan, si éste no va acompañado del respeto a su libre albedrío.

La misión del hombre sobre la tierra no es sólo la de comer, y nadie tiene el derecho a limitársela a tal cosa sin cometer un delito, sino la de aspirar al permanente perfeccionamiento de su espíritu, a un acrecentamiento de su cultura, a alcanzar penosa y lentamente una mayor y más depurada calidad moral, a sentir inquietudes y amor por las cosas elevadas, a ser capaz de gozar sensaciones estéticas cada vez más puras...

La sabiduría popular nos lo recuerda: no sólo de pan vive el hombre, porque, en efecto, vive también de la esperanza de que todo lo anterior no sea patrimonio de unos privilegiados sino que también a él le esté reservado.

N. de la R. — El precedente artículo fue escrito por nuestro amigo Ernesto Navarro días antes de iniciarse los acontecimientos que han depuesto al señor Goulart de la Presidencia de la República del Brasil.

U. G. T.

EN EL GARD

El domingo, 22 de marzo, se celebró en la Bolsa del Trabajo de Nîmes, domicilio social de la Unión Departamental de Fuerza Obrera, el XIII Congreso Departamental de la Unión General de Trabajadores del Gard.

En él estuvieron representadas las Secciones del departamento por 19 delegados de las mismas. Además estaban representados el Comité Departamental del P. S. O. E., las Juventudes Socialistas de Alès y La Grand'Combe, el Comité Departamental de S. D. E. y las Juventudes Socialistas de Fuerza Obrera. Por impedimentos particulares de última hora no pudo estar presente la delegación designada por el Comité Departamental de Force Ouvrière. En representación de nues-

de su fallecimiento se celebra el día 23 de los corrientes.

Pasó después al nombramiento de la Mesa, cargos recaídos en los compañeros citados y de la Comisión de Crecenciales, que quedó compuesta por los compañeros D. Imaz, J. Luna y F. López Cornejo, que dio un dictamen aprobatorio.

Constituida la mesa, se procedió, después de breves palabras de García Duarte, al nombramiento de la Comisión Revisora de Cuentas, cargos recaídos en los compañeros J. Mata, M. Alonso y M. Leira.

El compañero T. Gutiérrez, Secretario del C. Departamental, manifiesta que una vez que en la Memoria están expuestas a grandes rasgos todas cuantas intervenciones y gestiones hizo el Comité en el transcurso de su mandato, para ganar tiempo, es mejor que las delegaciones expongan su criterios sobre la gestión y el Comité hará cuantas aclaraciones sean necesarias.

Después de unas aclaraciones hechas por la Sección de Nîmes a las peticiones por la de S. Jean de Valérisce y con la intervención de Gutiérrez, la gestión del Comité queda aprobada por unanimidad, pasándose a la discusión de las proposiciones de las Secciones.

En este apartado, dado el número relativamente pequeño de propuestas, pero que no dejan de tener una importancia cierta, las intervenciones de las delegaciones fueron numerosas, intervenciones en las que como es característico en nuestros medios, se puso el calor, ímpetu y cariño de siempre. En estas intervenciones tomaron parte, además de los compañeros citados del Comité y el compañero García Duarte, acertado y comedido en todos los momentos, los compañeros E. Conjos, de la Sección de Besseges, J. Campillo, de la de S. Jean de Valérisce, C. Fernández y C. Díaz de la de Alès, A. Bolufer, de la de Nîmes, J. Luna, de La Grand'Combe y de Imaz de S. Jean du Gard.

Como corresponde a esta clase de Congresos, las cuestiones tratadas corresponden todas al orden interno departamental y fueron las principales la de la propaganda entre la emigración económica, bastante numerosa en el extremo sur de este departamento; la de contrarrestar la propaganda embustería y tendenciosa de los elementos de la III Internacional y sobre el estado actual de nuestra Alianza Sindical.

En todos los puntos tratados se tomaron los acuerdos pertinentes y, después de ser aprobado sin discusión el dictamen de la Comisión de Cuentas, se designó el Comité departamental, reelegido por unanimidad, salvo la dimisión irrevocable del compañero A. Mohedano, quedando compuesto el Comité de la forma siguiente: Presidente, Bartolomé Luna; Secretario, Tomás Gutiérrez; Tesorero, Manuel Pérez; Vocales, Martín García (todos reelegidos) y Miguel Leira.

Después de la comida celebrada en conjunto y a la que asistió crecido número de compañeros, en particular de las Secciones de Alès y de Nîmes, se prosiguió el Congreso con las intervenciones de las delegaciones fraternales. Habló por las Juventudes Socialistas el compañero Manuel Fernández; por las Jeunesses Syndicalistes de Force Ouvrière lo hizo el camarada Sylvestre Tardi; por el P. S. O. E. fue el compañero C. Díaz, Presidente del Comité Departamental del Gard y por la C. Ejecutiva Antonio García Duarte. A todos contestó el compañero Bartolomé Luna en breves y emocionadas frases de esperanza y de cariño para nuestra querida U. G. T., clausurando con ellas las tareas del Congreso.

A continuación el compañero García Duarte dio una conferencia de información en la que puso de relieve los problemas que actualmente más nos afectan, tanto los que se refieren a nuestras organizaciones, a España y al exilio. Se abrió un período de preguntas, contestando el informante cumplidamente a las que se les formularon. Terminó la reunión, a la que además de los delegados acudieron muchísimos compañeros de varias Secciones del departamento, con el mayor

entusiasmo y franca camaradería. — T. G.

LA GRAND'COMBE

Se convoca a todos los afiliados a esta Sección de la U. G. T. a la Asamblea general ordinaria que se celebrará el domingo 12 de abril, a las nueve y media de la mañana en el local social de F. O. para tratar el siguiente orden del día: 1. Lectura del acta de la Asamblea anterior; 2. Lectura de correspondencia; 3. Informe de los delegados al XIII Congreso departamental; 4. Informe de Tesorería (primer trimestre); 5. Preguntas y proposiciones de los afiliados.

Terminado el orden del día y siendo dicho día el XXXIII aniversario de las elecciones del 12 de abril de 1931, como resultado de las cuales se proclamó la República, se conmemorará con una charla sobre tal acontecimiento, único en la historia.

Dada la importancia de la asamblea se ruega la asistencia de todos los afiliados a nuestras organizaciones y de los simpatizantes que deseen acudir, rogándose sean puntuales para poder desarrollar el programa previsto.

El Comité.

TARBES

Esta Sección de la U. G. T. celebrará Asamblea ordinaria el domingo 26 de abril, a las diez de la mañana, en el domicilio social, 78, rue G. Lasalle, con el orden del día que se hará llegar a los afiliados oportunamente.

Se hace constar que la Asamblea dará comienzo en la hora indicada con el número de afiliados que haya presentes, por lo que se encarece la puntual asistencia.

El Comité.

TOULOUSE

Ponemos en conocimiento de todos los afiliados que nuestra Sección de la U. G. T. celebrará asamblea extraordinaria el día 12 de abril, a las nueve y media de la mañana, en nuestro domicilio social, 69, rue du Taur.

El orden del día será el siguiente:

1.ª Discusión del Proyecto Programa de la Unión General de Trabajadores de España.

2.ª Informe de los delegados al X Congreso departamental.

Teniendo en cuenta la importancia de los asuntos a tratar, rogamos a todos nuestros compañeros la más puntual asistencia. — El Comité.

CLERMONT-FERRAND

Presidida por Camilo Gorriá se ha reunido esta Sección de la U. G. T. el 1 de marzo. Conoció la correspondencia, el tesoro da a conocer el balance de 1963, que la asamblea aprobó.

Correspondiendo nombrar nuevo Comité, resultó elegido el siguiente: Presidente, A. Ruiz; secretario, F. García; tesoroero, A. Posada; vocales, J. Moncada y F. Fernández. — F. G.

P. S. O. E.

TARBES

Se convoca a los afiliados a la Asamblea general ordinaria correspondiente al primer trimestre del año en curso, que tendrá lugar en el domicilio social, 78, rue G. Lassalle, el domingo 26 de abril, a las once de la mañana. El orden del día se hará llegar a los afiliados en fecha oportuna.

El Comité.

BURDEOS

Esta Agrupación se reunirá en Asamblea general extraordinaria el domingo 12 de abril, a las diez de la mañana. En ella se examinará la Memoria que presenta el Comité Departamental al Congreso que se celebrará el 3 de mayo y se nombrarán los delegados al mismo.

Todos los afiliados deben acudir a esta Asamblea en la que se anunciarán los actos que se celebrarán con motivo del Primero de Mayo.

Carrousel de Washington

Franco recibe cuantioso apoyo de EE. UU. aunque ayuda de Castro

Reproducimos este artículo, publicado el 15 de marzo en el periódico "El Nacional", de Caracas, con el solo afán de información de nuestros lectores. Como se verá es una buena exposición de los sucios manejos que entre los bastidores de las altas esferas de la política se hacen por ciertos elementos, sin duda bien retribuidos, para favorecer a Franco. Esos procedimientos explican muchas cosas.

(Exclusivo para "El Nacional".)

El presidente Betancourt, de Venezuela, llamó no hace mucho a su oficina a los embajadores de Gran Bretaña, Francia y España y en términos nada dudosos les dijo que tenían que escoger entre él y Fidel Castro. Si insistían en comerciar con éste —les indicó—, no podrían seguirlo haciendo con Venezuela.

Esta fue una actitud mucho más decidida que la de la Administración Johnson, que aunque hizo el gesto de reducir en algo la ayuda a Gran Bretaña, Francia, Grecia y Yugoslavia, inmediatamente procedió a deshacer con el codo lo que hizo con la mano. Y así, Francia, que se ha proclamado decidida oponente al comunismo, va a continuar obteniendo ayuda militar del Tío Sam por un total de treinta millones de dólares, mientras continúa alentando la economía del comunista número uno de hemisferio occidental.

En contraste, la ayuda que el audaz y valeroso Departamento de Estado está reduciendo a Francia y Gran Bretaña son cien mil dólares, en tanto que Yugoslavia en realidad está pagando en efectivo su supuesta "ayuda".

Algunos críticos republicanos de la Administración susurraron que el favoritismo hacia España resulta del hecho de que los contratistas tejanos Brown y Root, viejos amigos y sostenedores políticos de Johnson, fueron quienes construyeron las bases norteamericanas en España. Pero sus contratos no tuvieron nada que ver con Johnson: fueron hechos por la Administración Eisenhower. Además, George Brown, que fue compañero de cuarto cuando era estudiante, del representante demócrata Albert Thomas, de Houston, nunca ha tenido dificultades para obtener contratos con el Gobierno. Su antiguo compañero de habitación es el hombre número dos en la Comisión de presupuestos de la Cámara.

LOS CABILDEROS DE FRANCO

Lo que hay realmente detrás del favoritismo hacia Franco, a pesar de su nueva amistad con el comunista Castro, es un extraordinario grupo de cabilderos, el más sorprendente que haya operado en la historia del Gobierno norteamericano. Está integrado por elementos de los dos partidos políticos principales, tanto civiles como militares. A veces ha sido más potente que la Casa Blanca.

He aquí los factores que han hecho al dictador español suficientemente fuerte para obtener ayuda norteamericana por un total de treinta millones de dólares a la vez que da más apoyo económico a la Cuba de Castro que cualquier otro país, excepto la comunista Rusia.

En el Congreso: Franco tiene una ardiente camarilla de demócratas trabajando a su favor, encabezada ahora por Gene Keogh y Jhon Rooney, ambos de Brooklyn, Nueva York. Esta camarilla constantemente obtiene más fondos para Franco, hasta demanda que la ayuda para él sea dada de preferencia.

En el Senado: Los mejores amigos que tenía Franco en el Senado, Owen Brewster y Styles Bridges, fallecieron, pero después la senadora Margarita Chase

Smith, republicana como aquéllos, apareció como amiga de Franco en la Comisión de presupuestos, pidiendo también que los fondos para éste sean aprobados preferentemente, y con la condición de que la Casa Blanca tenía que des-

Por Drew Pearson

tinuar las sumas fijadas a los fines indicados al aprobarse la ayuda.

El senador Tom Dodd, demócrata, es otro buen amigo de Franco.

La Iglesia Católica: Franco tiene un ardiente grupo de partidarios católicos, aunque debe indicarse que también tiene oponentes católicos, tanto aquí como en el Vaticano. El Papa Pablo, como se recordará, siendo todavía arzobispo de Milán, dirigió una fuerte protesta a Franco por la condena a muerte de dos jóvenes españoles.

Los cabilderos católicos, aunque no representando a su iglesia, han sido tan potentes que en una ocasión el representante tejano Wright Putnam halló a un sacerdote en un salón del Congreso, donde sólo pueden entrar los miembros del mismo, diciendo a varios de éstos cómo debían votar acerca de la ayuda para España. El señor Putnam pidió a un portero del Congreso que hiciera salir al sacerdote.

En el mundo de los negocios: Brown y Root, los contratistas mencionados, han ejercido gran influencia a favor de Franco. El valor total de sus contratos para construir bases militares norteamericanas en ese país montan a cerca de mil millones de dólares.

En el Pentágono: Franco tiene algunos fervientes partidarios en el Pentágono, especialmente en la armada, que el otro día pasó por sobre el Departamento de Estado

al anunciar que ocho submarinos del tipo "Polaris" van a ser trasladados de la base de Holy Loch, en Escocia, a Rota en España, y este anuncio fue hecho mientras el gabinete debatía lo que debía hacerse acerca de la ayuda que otros países, inclusive España, dan a Fidel Castro.

La armada podía haber retardado esta noticia dos semanas o dos meses, y podía haber mantenido los submarinos en Escocia por otro año. Pero en vez de eso le hizo el juego a Franco al dar noticias indicando que iba a usar la base española de Rota, pasara lo que pasara. Un día después, el gabinete español declaró que España mantendría sus relaciones económicas con la comunista Cuba.

En Washington: En esta capital, Franco tiene la ayuda de un hábil cabildero, Charles Patrick Clark, que recibe un pago anual, adelantado, de 75.000 a 100.000 dólares. Clark dice que su tarea es la de alentar relaciones "culturales". Pero tiene enorme influencia sobre los miembros del Congreso, a quienes toca resolver la ayuda para Franco.

En los círculos protestantes: Franco parece tener influencia también en éstos. El senador William Fulbright, presidente de la Comisión de relaciones exteriores y ex rector de la Universidad de Arkansas, inició una investigación sobre agentes extranjeros y cabilderos. Pero significativamente permitió que Clark, el más importante de éstos, no fuera ni siquiera mencionado al publicarse el informe respectivo.

Estos son los factores detrás de bastidores que se combinan para permitir que el dictador Franco, que da vital ayuda económica a Cuba comunista, siga recibiendo ayuda de los Estados Unidos por un total de treinta millones de dólares.

Saltar del avión sin paracaídas

Según un artículo inspirado, publicado en Madrid a mediados de marzo a propósito de la gestión exploratoria emprendida por la España franquista en Bruselas con vistas a su entrada en la Europa de los Seis, «los límites de la paciencia están a punto de ser desbordados». (Y los nuestros...) «La hora de la dignidad va abrirse: esa hora en la que no se trata ya de derechos de aduana, de cambios comerciales o de identidad de conceptos democráticos. Cuando esta hora suena, no hay más que hombres que se aprietan el cinturón —como en 1946, frente a la O.N.U., y que saltan del avión sin paracaídas».

Más allá del viejo chiste sobre la hombría de los españoles, y el poco hábil, recuerdo al apretarse el cinturón en un país que se desbanda hacia la frontera pirenaica en busca de trabajo y de pan, merece la pena el recordar rápidamente la diferencia que hay entre aquellos momentos, cuando Europa estaba aun bajo las ruinas de la guerra, y las horas de hoy, que son para nosotros de esperanza, y para todos los círculos de presión que dirigen, sin dirigir, el más desorganizado y desconcertado de los gobiernos europeos, horas de angustia y de miedo.

El 6 de Enero de 1941 Franco visita a Mussolini en Bordighera. No promete nada, pero escribe a Hitler, una vez más, para cubrirse: «Mi deserción —de la guerra— significaría mi suicidio y el de la causa que represento en España». Ese año 1941 exporta a los nazis 300 toneladas de volframio, metal precioso para la guerra, ni un kilo a los aliados. Pero 1942 es el año crucial, el de la batalla del desierto, de Stalingrado, y Hitler no llega más allá de 900 toneladas, casi igual que los aliados, que alcanzan las 760. Inútil decir que Franco envía ya, desde 1943, más volframio a los aliados que a su cómplice, al que había prometido el «shara-kiri». El 18 de octubre 1944 Franco envía a Churchill su célebre carta: Inglaterra y España deben salvar la civilización occidental del peligro rojo. El saludo a la romana desaparece, el nombre de totalitario deja de ser aplicado al Estado

franquista. Incluso el 11 de abril de 1945 se permiten el gesto barático de romper las relaciones diplomáticas con el Japón.

Dos muertes, la de Roosevelt y la de Jordana, permitieron una maniobra más positiva: Lequerica fue nombrado al Palacio de Santa Cruz y pudo anudar con el embajador norteamericano Hayes una intriga que ofrecía a los Estados Unidos un punto estratégicamente cómodo e importante para penetrar en Europa. En un discurso en la Rábida, América fue cantada como «obra de espíritus libres». Pasa Martín Artajo a dirigir la línea sinuosa de la política extranjera franquista basada sobre la esperanza de que si una guerra se acaba, otra, caliente o fría, puede comenzar, ha comenzado ya.

Las democracias se agitaban en la O.N.U. Francia cierra sus fronteras en un gesto generoso y se publica la nota tripartita de 1946. A fines de año el golpe fue aun más importante y solemne: la decisión de la Asamblea General de las Naciones Unidas condenando el régimen de Franco por sus orígenes, su falta de libertad y su negación de la democracia, condenación seguida de la retirada de embajadores.

Entonces interviene una de las más acabadas empresas de la propaganda del franquismo. La ofensiva quedó en realidad reducida a proporciones muy aceptables para el régimen dada la actitud en realidad complaciente de ingleses y americanos. En 1947-1948 la represión política se intensifica al paroxismo una vez más contra todos los españoles que habían esperado un cambio al final de la guerra contra Hitler y Mussolini. Y millares de imbéciles fueron arrastrados por todas las trompetas de la propaganda a creer que se trataba verdaderamente de una ingerencia extranjera contra España.

Un libro olvidado, publicado en Francia en 1950, con un prefacio de Jean-Paul Sartre, recoge aquellos años, vistos desde España, con tristeza infinita: «La fin de l'espoir», de Juan Hermanos, presentado como «testimonio». Traduzco, mejor, devuelvo poco más o menos al español algunos extractos: «Después de años de lucha clandestina, la reunión de la O.N.U. había sido para muchos la última esperanza. Ya he dicho cómo desde hacía varias semanas reinaba una confianza ilimitada en el país. Las lenguas se habían desatado. Miguel no había reaccionado con la calma que hubiera debido tener. Las habladurías y la confianza nos costaban caros. «Venaldía por doquier. Corrupción y depravación. El heroísmo escarnecido, la libertad ridiculizada, y de parte de una fracción creciente del país, una indiferencia sobrenatural, nacida del miedo».

En 1946 los españoles ignoraban Europa, de la que no habían llegado más que ecos de horror y guerra durante cinco años. Las naciones que habían combatido estaban aun débiles y extenuadas, Franco podía ufanarse a haber guardado la paz... Hoy, no hace falta levantar mucho la voz para saber que no es lo mismo: seis millones de franceses han ido a España el verano último. 750.000 españoles han venido a trabajar a Francia. Los medios que habían creído obtener en torno a Franco una situación cómoda y asegurada están cada vez más inquietos. Portugal, todo a lo largo al Este, tiene un régimen condenado de una manera más que segura por las consecuencias de la caída de los sueños de un imperio colonial, que es triste e imposible residuo. Las consecuencias de una economía sin puertas a Europa serán implacables y nadie será capaz de gritar con convicción si se organiza en desagravio a Franco, luego del fracaso de Bruselas, un gran jaleito a cargo de las desanimadas brigadas de propaganda. Al cerrar este artículo la radio confirma las rotundas calabazas obtenidas por Franco de la Comunidad Europea.

Queda al franquismo la solución de saltar del avión sin paracaídas, que contábamos arriba. Poco esfuerzo haremos por impedirlo.

Antonio IBERICO

"L'ŒIL DE MOSCOU A PARIS (I)"

Sous le titre « L'Œil de Moscou à Paris », Jules Humbert-Droz, ancien secrétaire de l'Internationale Communiste (qui devint, après avoir quitté le P. C., secrétaire général du Parti Socialiste Suisse, poste qu'il occupa pendant de longues années), a fait paraître, dans la Collection « Archives », chez Juillard, une série de documents relatifs aux relations de l'Internationale Communiste avec le Parti Communiste Français.

Humbert-Droz a été probablement le premier envoyé de Moscou en France et le mandat que lui donna à cet effet Zinoviev, président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste — mandat qu'il reproduit en facsimilé — porte la date du 27 septembre 1921. L'auteur, qui est Suisse, envoyait à sa mère copie des rapports qu'il envoyait maintenant puiser dans ses archives pour présenter au public français des documents authentiques d'une grande portée historique.

En effet, personne n'ignore, dans ses grandes lignes, l'implication de Moscou dans les affaires des partis communistes d'Europe Centrale et Occidentale. Mais il faut lire la brochure d'Humbert-Droz pour se rendre compte jusqu'à quel point les hommes de la IIIe Internationale entendaient imposer leur volonté, jusque dans les moindres détails, aux Partis qui avaient adhéré à leur organisation.

Les documents publiés par Humbert-Droz montrent, jusqu'à l'évidence, que cette volonté de puissance n'a nullement été un trait personnel de Staline. Lénine, Trozky, Zinoviev appliquaient déjà à la perfection le système que certains voudraient aujourd'hui présenter comme une simple déviation stalinienne. Dès juillet 1922, à une époque où Staline n'est presque pas cité par Humbert-Droz, Zinoviev écrit, au sujet d'une rencontre de celui-ci

avec Verfeuil, « dont l'attitude lui déplaisait, qu'on ne doit « converser » avec de tels personnages qu'avec « l'aide d'une cravache ». La cravache que Staline a employée lui avait bien été léguée par ses devanciers.

D'ailleurs la mainmise de Moscou sur le Parti Communiste Français ne s'est pas réalisée du jour au lendemain. La plupart de ceux qui avaient adhéré au Parti Communiste avaient fait leurs armes dans le Parti Socialiste S.F.I.O. et en avaient gardé des habitudes d'indépendance de pensée et d'expression auxquelles Moscou exigeait qu'ils renoncèrent. Il a fallu de nombreuses années avant que le Parti Communiste devienne un véritable parti « bolchévique », avec sa soumission totale aux instances supérieures et, en premier lieu, envers Moscou.

Aussi Humbert-Droz estime-t-il qu'à plusieurs reprises, le Parti Communiste a été près d'éclater et qu'il ne s'en est fallu que de peu pour que l'unité de la classe ouvrière se refit au sein de la S. F. I. O. L'auteur explique la situation par la manière dont s'est faite la scission: une partie, des sympathisants de la IIIe Internationale étaient restés dans la vieille maison, par répulsion contre toute scission; en échange, étaient passés au communisme une série de personnes qui étaient loin de tout enthousiasme révolutionnaire et se promettaient de modifier les exigen-

ces de Moscou, en luttant à l'intérieur du nouveau Parti.

Les documents publiés par Humbert-Droz jettent une lumière crue sur certains personnages historiques, comme Lénine, Trozky et Zinoviev. Ils concernent aussi des personnages qui jouent encore un rôle, comme Togliatti. Qui se rappelait encore de Rokoszi, le dictateur adonné de la Hongrie de 1956, avait été, lui aussi, mêlé de près à ceux qui avaient mission de surveiller l'action du Parti Communiste Français?

Humbert-Droz ne publie qu'une petite partie de ses archives, réservant probablement pour l'avenir les documents qui ont trait à son activité à Moscou, où il a connu personnellement tous les personnages. Il doit être fascinant de pouvoir suivre dans cette période de son activité, où il a connu, par exemple, Boukharine, l'enfant chéri du Parti, à son apogée et dans la misère où l'avait plongé, avant son exécution, la persécution de Staline. Son récit pourrait être d'autant plus passionnant que tous les initiés savent qu'Humbert-Droz avait gardé son franc-parler à Moscou, et ce n'est probablement que grâce à sa citoyenneté suisse qu'il a survécu et peut publier aujourd'hui ses documents.

Si nous avions un désir à exprimer pour l'avenir, nous aimerions qu'il fasse une plus large place à ses souvenirs personnels et ne se limite pas aux documents. De toute manière, pour ceux qui ont vécu la période dont s'occupe Humbert-Droz, comme pour la génération actuelle — qui se pose le problème des rapports entre les Socialistes et les Communistes — « L'Œil de Moscou à Paris » est un ouvrage qu'ils doivent lire.

Serban VOINEA

« L'Œil de Moscou à Paris » - par Jules Humbert-Droz - Juillard, édit. - En vente à la librairie des Municipalités, 7, rue Frochot, Paris (9e).

ABONNEMENTS

et REABONNEMENTS

au nom de :

Roger SOUTYBON

12, Cité Malesherbes, Paris-9

C. C. P. 18 585 88 - Paris

On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en frères, vous rendre un peu des moyens que l'on vient honneusement de vous ravir.

Georges BRUTELLE,
de la S. F. I. O.
Secrétaire général adjoint

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA; nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituirlos, como hermanos, algo al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar.

Georges BRUTELLE,
Secretario general adjunto
de la S. F. I. O.

500 juristes, magistrats, professeurs d'Université, syndicalistes, députés, sénateurs, conseillers d'Etat, écrivains, journalistes, artistes et éditeurs de nombreux pays

demandent à la Commission Internationale de Juristes, à Genève, d'intervenir auprès du gouvernement espagnol en faveur du respect des droits de l'homme et du citoyen en Espagne.

Un quart de siècle après la victoire des troupes du général Franco sur le peuple espagnol, après la suppression sanglante des libertés démocratiques et de tous les droits de l'homme et du citoyen, proclamés dans les 30 articles de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies — y comprises les libertés d'association, réunion, expression, presse, enseignement, religion, liberté syndicale et droit de grève —, 500 citoyens du monde libre, de toutes les tendances, conditions sociales, confessions et idéologies, ouvrent un vaste mouvement international de solidarité avec les citoyens espagnols opprimés, adressant un appel à la Commission Internationale de Juristes, afin que cette prestigieuse organisation, qui groupe et représente des milliers d'avocats et de juristes du monde entier et qui a une voix consultative aux Nations Unies, use de toute son autorité pour :

1. Exprimer au gouvernement espagnol l'émotion soulevée dans le monde entier par les allégations au sujet des violations, en Espagne, des Droits de l'Homme; allégations dont l'écho n'a fait qu'augmenter après la réponse brutale du ministre espagnol de l'Information, Fraga Iribarne, aux lettres successives de 102, et puis de 188 intellectuels espagnols et à la déclaration de l'abbé de Montserrat;

2. Proposer au gouvernement espagnol, au moment où celui-ci s'apprête à célébrer le 25^e anniversaire de la « Paix franquiste » sous le signe de la prétendue « libéralisation », comme seul moyen de démentir les rumeurs concernant surtout les tortures, assassinats, castrations et mutilations de mineurs aux Asturies ou de corriger les abus imputés aux forces de l'« ordre », que soit menée une enquête publique, objective et approfondie, sous les auspices d'un organisme juridique indépendant et impartial, selon le vœu unanime des intellectuels et des juristes espagnols. Cet organisme, étant données les conditions de soumission du pouvoir judiciaire au gouvernement — constatées par l'Eglise espagnole elle-même dans son organe « Ecclesia », il y a quelques jours —, ne peut être qu'un organisme international, dont le rôle serait de faire la lumière sur ces abus ;

3. Faire savoir au gouvernement espagnol que, devant les demandes répétées qui lui ont été présentées par les milieux les plus divers — syndicats, intellectuels, associations et ligues des Droits de l'Homme —, la Commission Internationale de Juristes serait disposé à patronner cette enquête, dont elle se porterait garante, et cela collaborant d'une façon impartiale avec le gouvernement espagnol ;

4. Faire remarquer au gouvernement espagnol qu'un éventuel refus équivaldrait à un aveu éclatant, dont les conséquences seraient incalculables pour le prestige et l'avenir des institutions espagnoles.

Les signataires s'adressent aussi à l'opinion publique du monde entier, demandant leur adhésion à tous les citoyens soucieux du respect des Droits de l'Homme en Espagne. Cette liste initiale n'a d'autre sens que celui d'ouvrir un grand referendum international en faveur des libertés du peuple espagnol, lors du 25^e anniversaire de la dictature.

Parmi les signataires :

Juristes, magistrats, juges et avocats : Raymond Nicolet (Genève), Niceto Alcalá-Zamora (Mexique), Giorgio Agosti, Alessandro Galante-Garrone, Paolo Vercelli (Torino), Mario Berruti, avocat generale corte d'appello (Torino), Giuseppe Berlingieri, Ezio Ceccuni, Bruno Peloso, Max Volpi (Roma), Alessandro Raselli, recteur, Faculté de Jurisprudence (Siena), Manuel Aragonés, Modesto Seara (Mexique), Carlos Manuel Cox (Perú), etc., etc.

Professeurs d'Université, maîtres de recherche, etc. : Jeanne Hersch (Genève), Alexandre Benstein (Genève), Jeanne-Marie Perrenoud, Karl Barth (Bâle), Auguste Lemaitre (Genève), Michel Collinet (Paris), Michel Polans (Londres), Paolo Greco (Torino), Gianni Forcani, Maria-Luigia Bertucci (Roma), Ch. Fert, P. Gantier, J. Asselinau, B. Fagot (Toulouse), Guido Quazza (Pisa), Edward Shils (New York), L. Poza-Juncal (Mexique), etc., etc.

Syndicalistes, fonctionnaires des Internationales syndicales : Fédération Internationale des Ouvriers sur Métaux: Adolphe Graedel, secrétaire général, Karl Caserini, Miguel Sanchez-Mazas; Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation: Julius Poulsen, Dan Gallin, José Cardona; F.O.B.B.: Lucien Tronchet, René Caron; F.O.T.F.: Baudois.

Députés, sénateurs, conseillers d'Etat, etc. : Luis Alberto Sanchez et 17 sénateurs et 14 députés du Perú, Torrés Campaña, ex-ministre de la République Espagnole (Mexique), Jules Pourrier (Paris), R. Bertholet, M. Brawand, Ch. Dellberg, André Auroi, Sandoz, Claude Berger, Ch. Strebel, Georges Borel, Treina, Gallus Berger et autres (Suisse).

Ecrivains, journalistes : Jean Cassou (Paris), Victoria Kent, Norman Thomas (New York), etc.

Envoyez les adhésions à : **Information Social Española. Case 240 - GENEVE-2 (Suisse).**

Sin contar los muertos que ocasionó la guerra civil, cifrados en un millón; sin computar los mutilados, que se cuentan por miles; no tomando en cuenta las toneladas de dolor, angustia y humillaciones, que no fueron pocas; pasando por alto la deterioración espiritual al dar rienda suelta a los brutales corceles del odio que encienden las guerras civiles. La Cruzada costó a España :
— Viviendas totalmente destruidas : 250.000.
— Viviendas parcialmente destruidas : 250.000.
— Locomotoras perdidas : 1.309 (Es decir, 41,6 por 100 del parque existente en 1936).
— Vagones - mercancías destruidos : 30.040 (40,3 por 100 del total).

		77,8	contra	129,6
a) En producción agrícola.....		62,8	«	123,2
b) En producción minera.....		60,5	«	202,7
c) En producción industrial.....		68,7	«	144,0
d) En renta nacional global.....		76,1	«	133,0
e) En renta por habitante.....				

Todas estas cifras están tomadas del «Boletín Oficial del Estado» (nº 312, del 30 de diciembre de 1963). El origen oficial de la información nos explica el peregrino procedimiento de tomar como base de referencia, el bienio 1953-1954 y que, en vez de comparar los años 1935 y 1940, se compare éste último con el de 1962. No es que la producción de 1962 sea inferior a la de 1935 (no tomamos el año 36 porque la guerra estalló a mediados de ese año y no puede ser, por consiguiente, un año normal), pero una confrontación honesta permitiría apreciar el grado de crecimiento que sobre las cifras de 1935 experimentó la economía española en el curso de los 22 años que van de 1940 (la guerra civil terminó en 1939) a 1962.

Por ejemplo, la renta nacional por habitante entre 1936 y 1940 disminuyó en un 28,4 por 100. Por consiguiente, la diferencia entre el índice de 1962 y 1940 habría que descontarle aquella disminución, más la pérdida de crecimiento experimentada durante los años de la guerra civil. El cálculo nos daría como resultado que la tasa de crecimiento anual de la renta nacional por habitante durante los 22 primeros años de la Cruzada sería inferior al 2 por 100.

Los datos que preceden no

Por José Barreiro

— Coches de viajeros deshechos : 3.700 (71,2 por 100 del total).

— La marina mercante perdió, en toneladas : 225.000.

— En oro del Banco de España (pesetas actuales) : 31.088.746.277.

— Gastos de ambos ejércitos (pesetas actuales) 300.000.000.000.

— La renta nacional, por habitante y en pesetas de 1929, cayó de 1.033 en 1936, a 740 en 1940.

— A base del índice 100 en 1953-54, la economía nacional bajó a :

comprenden los daños sufridos en carreteras, puentes, edificios públicos, vías y estaciones ferroviarias, puertos, utillaje y edificios industriales, arbolado, ganadería, etc. Las pérdidas ocasionadas por la guerra civil, cuyos autores pertenecen a los dos bandos contendientes, se elevan a cifras aterradoras. No sólo por el valor de los bienes destruidos, sino porque se detuvo el desarrollo económico, disminuyó la población activa en medio millón y la economía nacional tardó una veintena de años en alcanzar los índices de producción de 1935.

¿PARA QUE?

El franquismo, intentando mixtificar la opinión mundial e incluso a las nuevas generaciones de la España actual, pretende atribuir la causa de la guerra civil al comunismo, cuando el P.C. no llegó a tener 20 diputados en el Parlamento (cantidad sólo posible por haber sido incluido el P.C. en la coalición republicana que de haber sido a las elecciones aisladamente no hubiera obtenido ni un solo puesto). El franquismo pretende presentar al bloque republicano dominado por la influencia de la masonería y del comunismo, como un frente popular subversivo y que, por consiguiente, los generales sublevados

Una gran estafa ¿ Para qué ?

El coste de la Cruzada

no se rebelaron contra la República, sino que se limitaron a restablecer el orden y la convivencia nacional expulsados de España por la República.

No es cuestión aquí de entretenernos en demostrar la falsedad de semejante especie. Lo que ahora queremos destacar es que ese mismo régimen, cuyo origen fue una sublevación contra la democracia republicana, simula en estos últimos tiempos, al cabo de 25 años de dominación absoluta, que aspira a ir restableciendo las libertades que aniquiló al triunfar en 1939. Sea o no sincera esa aspiración, nosotros estimamos que se trata de una careta para ocultar su naturaleza fascista, lo cierto es que todos los indicios nos conducen a la conclusión de que la Cruzada se desintegra, se corrompe en la pútrida contextura de las contradicciones e inmoralidades con que ha nacido. Lo que suceda al equipo caudilla, en el peor de los casos, tiene que adoptar indefectiblemente formas de gobierno más o menos impregnadas de ese demagoguismo tan aborrecido por el Caudillo y por su taifa de jenízaros que no saben vivir si no es bajo la bota de un tirano. Si no es en el peor de los casos, la impregnación democrática de la nueva situación será más profunda, será un volver a formas políticas que, con realizaciones más efectivas, con ausencia de verbalismos y de desórdenes infrecuentes, no pueden ni deben diferir en lo fundamental — si el signo dominante es el de una democracia burguesa — de las esencias democráticas del período más sano y más constructivo de la República de 1931.

Se nos podrá tildar de excesivo optimismo. Conste que no entendemos el acta de defunción del régimen a fecha fija, sino que registramos el hecho, evidente para nosotros, de su desintegración. Que se trata de un fenómeno acaso menos evidente para el régimen mismo, para los españoles que lo padecen y para no pocos observadores que confunden sus deseos con la realidad española. Ya se masca en el ambiente español un sí es no es del berenguerismo antecesor del advenimiento de la República. Es cierto que la evolución puede tener un desenlace distinto. Como es cierto que si hay cambio brusco y no evolución más o menos rápida, la nueva situación sea imprevisible. Nada vaticinamos como seguro porque no es fácil profetizar en materia política; pero lo que nos muestra la España de hoy, la de hoy y no la de mañana, son innegable barruntos de cambio, de apertura a situaciones distintas.

No siendo previsible suponer un salto hacia atrás, la dialéctica histórica únicamente lo acepta a título pasajero, la situación nueva no puede ser un alejamiento de la democracia. Si nuestro razonamiento es válido y si, además, obtiene confirmación en el futuro, resultaría que todo el tremendo dolor de la guerra civil, los cuantiosos perjuicios originados con ella y todos los daños ocasionados a España incitarán a todos los españoles a preguntarse ¿para qué tanto horror y tanto daño si, en fin de cuentas, tenemos que empezar de nuevo el camino interrumpido en 1936? Si las pérdidas y el dolor hubiesen alumbrado una España tolerante, sana, vigorosa y próspera, tendríamos el consuelo de haber padecido para algo; pero no nos queda el lenitivo de esa consolación: España tiene que empezar su andar firme y razonable con el triste fardo a cuestas de haber perdido un cuarto de siglo y haber sufrido la sangrienta desgarradura de la guerra civil.

Comentario Los ropajes caducos

CUANDO, meses atrás, el muy reverendo padre Escarré, abad mitrado del Monasterio de Montserrat, hizo, o disparó, aquellas famosas declaraciones por las que negaba calidad de cristiano al régimen del Caudillo, hubo otro prelado — sólo uno — que se alzó airadamente. Fue otro abad mitrado, el del Monasterio de la Santa Cruz del Valle de los Caídos, Fray Justo Pérez de Urbel, el cual, tras de aplicar unos cuantos dicitos al padre Escarré, anunció que éste había sido destituido de su alta dignidad monástica. Por eso nos hemos sentido sorprendidos cuando la prensa española nos ha mostrado ahora al padre Escarré presidiendo aún en su Monasterio las solemnidades de Semana Santa y hasta dictando disposiciones renovadoras desde su prestigiosa silla abacial.

Sin duda el padre Pérez de Urbel, tan justamente afecto al Caudillo, se equivocó entonces pensando que la voluntad caudilla — a la cual tanto debe él personalmente — continuaba identificada con la conformidad papal, como en pasados años pontificios. Pero he ahí al abad de Montserrat presidiendo las ceremonias y diciendo en su ritual homilía eucarística :

« Los cristianos no hemos de tener miedo a la verdad. Es necesario que la vida humana pase por el cedazo que la limpie de los ropajes caducos con apariencia de verdad. »

Esto de los ropajes no es una mera figura retórica, pues el abad Escarré ha "jubitado" a

los notables señores "impecablemente vestidos de chaquet" que, en los Jueves Santos, en el momento del ofertorio, subían al presbiterio como portadores del palio, para entregar al padre abad oficiante las Formas y el vino de la consagración. El diario "Ya", dice: « Este año la indumentaria de los oferentes era diversa y sin pretensiones especiales. Incluso uno de ellos calzaba alpargatas. » Y el referido diario termina su información con este interesante y hasta sorprendente párrafo :

« Naturalmente, humanos somos, el cambio no ha sido apreciado por todos por igual. Pero esta modificación tan leve, tan aparentemente trivial, encierra, sin embargo, significado de mayor alcance, y es que como el II Concilio Vaticano demuestra, « muchas cosas y muchas costumbres que la Iglesia tenía establecidas como normas necesarias, ahora se ve que no lo son ». Para portar el palio no es necesario el chaquet. No se sonrían. Sean comprensivos. Además, que son otros muchos chaquets lo que hay que retirar... »

Esto último nos hace volver a aquellas palabras del abad: Limpiar a la vida humana « de los ropajes caducos con apariencia de verdad ». Y nos acordamos de la ocasión memorable en que para limpiar al régimen de su mentiroso ropaje de cristiano, tiró — como quien dice — de la manta y lo dejó al desnudo. ¡Y qué risibles flaquezas mostró el franquismo!

Pericles GARCIA